

Seigneurs et censitaires, castes disparues

par

VICTOR MORIN, LL. D.

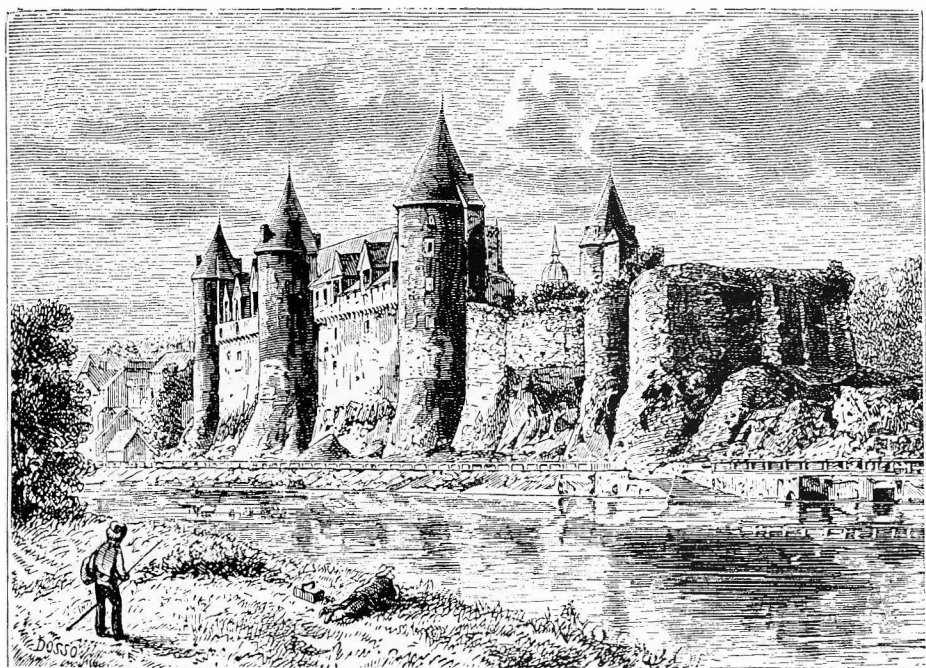
*Vice-président du Syndicat National du
Rachat des Rentes Seigneuriales*



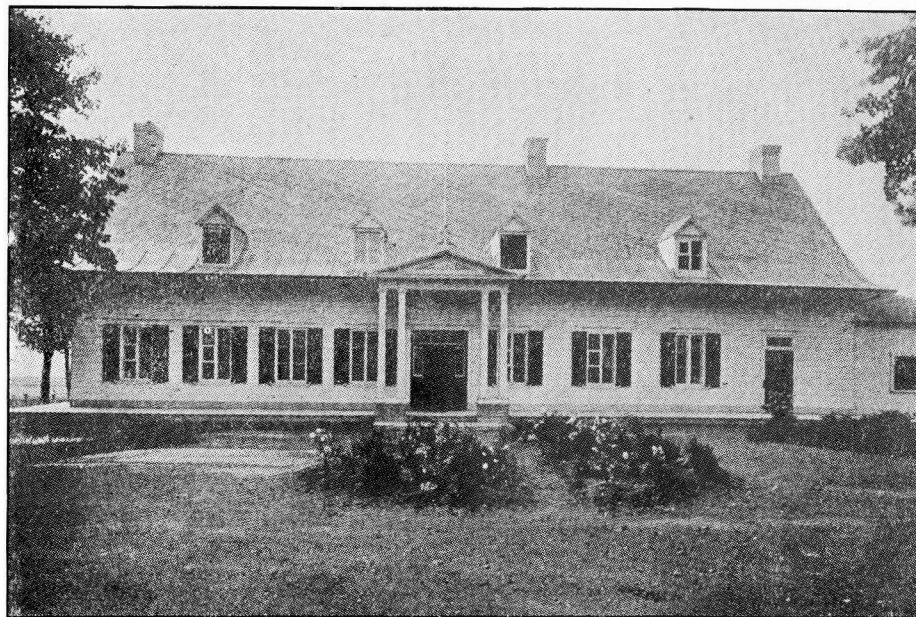
**LES ÉDITIONS DES DIX
MONTRÉAL,
1941.**

Seigneurs et censitaires

Cette édition est tirée à 2200 exemplaires dont 200 sous couverture ambrée. Les cent premiers sont numérotés à la presse de 1 à 100 et autographiés par l'auteur.



Type du château féodal de France.



Type du manoir seigneurial canadien

Seigneurs et censitaires, castes disparues

par

VICTOR MORIN, LL. D.

Vice-président du Syndicat National du

Rachat des Rentes Seigneuriales



LES ÉDITIONS DES DIX

MONTRÉAL,

1941.

PRÉFACE

Puisque la féodalité française et même son rejeton modernisé, le régime seigneurial canadien, sont maintenant du domaine de l'histoire ancienne, il nous a paru opportun d'en fixer le souvenir en rappelant leur genèse, leur évolution progressive, leur décadence inévitable aux lumières grandissantes de la civilisation et leur englobissement final sous la marée des revendications populaires.

Cette étude a d'abord été préparée pour le No 6 des Cahiers des Dix (1941), mais l'espace mis à notre disposition dans ce recueil ne nous ayant pas permis de lui donner les développements désirés, nous avons cru devoir la reproduire en brochure en y ajoutant du moins les documents que nous n'avons pu y joindre en appendice, un glossaire utile à sa compréhension, et une bibliographie d'ouvrages à consulter si l'on veut en pousser plus loin les recherches.

N'oublions pas tout de même, en lisant ces pages, qu'il ne faut pas juger les institutions d'autrefois à la mesure des améliorations modernes. Chaque âge a ses coutumes, chaque pays est caractérisé par la façon de vivre de ses habitants, et quand on voit les peuples de notre époque employer la science qu'ils ont acquise et les ressources dont ils disposent à massacrer leurs semblables et à détruire leurs oeuvres, on se demande si, dans huit ou dix siècles, nos descendants ne nous appliqueront pas aussi le qualificatif de « barbares ».

V. M.

Montréal, 11 novembre 1941.

Seigneurs et censitaires

I.—LA FEODALITE A VECU

L'année mil neuf cent quarante a vu disparaître les derniers vestiges d'une institution qui a contribué, peut-être plus que toute autre, à l'emprise de la France sur le sol canadien. Notre régime seigneurial, imité de la féodalité française dans ce qu'elle avait de bon, mais amélioré pour convenir aux besoins du pays, a disparu comme elle sous la poussée des revendications démocratiques.

A l'encontre de la Révolution française, cette réforme s'est cependant accomplie chez nous dans le calme et à la satisfaction de toutes les parties intéressées, en deux reprises pacifiques, sans qu'il fût nécessaire de verser une seule goutte de sang. Par la loi du 18 décembre 1854, les privilèges féodaux des seigneurs canadiens ont été abolis en échange d'une indemnité généreuse, et par le jeu du Syndicat National du Rachat des Rentes Seigneuriales, le dernier chaînon qui rappelait encore aux censitaires une sorte de servitude a été brisé le 11 novembre 1940.

Il existait en effet une différence considérable entre le système féodal de France et le régime seigneurial du Canada et c'est pourquoi il serait injuste d'appliquer à l'institution établie dans la Nouvelle-France le nom de « féodalité » avec le sens péjoratif qu'on lui donne habituellement. Si nous l'employons, c'est uniquement pour nous plier à l'usage courant dans la description de son fonctionnement, car l'écart était aussi grand entre ces deux systèmes que celui qui existe entre la monarchie absolue de « l'Etat c'est moi » et la royauté constitutionnelle du « souverain qui règne mais ne gouverne pas ».

Les concessions de seigneuries faites aux officiers des troupes et à certains fonctionnaires de mérite dans l'administration des affaires publiques, à charge de pourvoir à l'établissement de colons sur les

terres incultes de la Nouvelle-France, ont été plus efficaces que tous arrêtés ministériels et que toutes campagnes de recrutement pour le développement de la colonie, tandis qu'en France les exactions dont les seigneurs féodaux en étaient venus à se rendre coupables envers les serfs « taillables et corvéables à merci » ne pouvaient manquer d'aboutir à la révolte. Elle s'accomplit aux jours sombres de 1789.

Aux fins de saisir les différences profondes qui caractérisent ces deux systèmes, il ne sera pas sans intérêt d'en faire l'historique et de comparer leur fonctionnement dans chacun de ces pays.

II.—LA FEODALITE FRANÇAISE

Disons tout d'abord que le régime féodal n'était pas exclusif à la France. Il lui venait au contraire des pays teutoniques, et ce que nous en dirons ici s'applique également à la plupart des états européens, mais c'est en France qu'il a pris la plus grande ampleur et c'est pourquoi nous nous attacherons surtout à en faire l'étude à la lumière des lois et coutumes françaises.

L'origine en remonte aux invasions barbares des Huns, des Goths, des Celtes, des Saxons et des Francs, dont les bandes, groupées autour d'un chef qui les conduisait à la chasse, à la guerre et au pillage, recevaient de lui leur subsistance et un butin plus ou moins abondant suivant le succès plus ou moins grand de ses rapines. Cette institution d'origine germanique⁽¹⁾, était connue sous le vocable de *truste*, d'où le nom d'*anstrustions* donné aux hommes qui en faisaient partie.

Lorsque les Francs envahirent la Gaule, ils reçurent de leurs chefs, outre les dons ordinaires d'armes, de vêtements et de chevaux, des morceaux de la terre conquise à charge de leur promettre fidélité, de combattre sous leurs ordres en attaque comme en défense, de s'établir autour d'eux dans le territoire ainsi donné, de leur rendre

(1) Abstenons-nous de faire aucun rapprochement avec la situation européenne actuelle.

certains services personnels, tels que la corvée, et de leur fournir en nature un prélevé sur le rendement de leurs terres. Ces concessions étaient désignées sous le nom de *fe-ods*⁽²⁾ d'où vient celui de *féodalité*, s'il ne dérive pas plutôt du latin *foedus* pour exprimer l'alliance qui s'établissait ainsi entre le chef et ses hommes.

Pour que ces pactes d'assistance mutuelle fussent efficaces, il fallait construire des forteresses où le chef et ses hommes pussent s'enfermer avec leurs familles, en cas d'alerte, afin de se défendre contre les attaques du dehors. Dès lors s'élevèrent ces châteaux-forts, couronnés de donjons et aménagés d'oubliettes, que l'on entourait de fossés remplis d'eau et auxquels on n'avait accès que par un pont-levis ouvert ou fermé à volonté.

Au cours des siècles, et sous l'empire de la pénétration romaine, ce chef devint *roi* (*rex, regis*), tandis que ses lieutenants les plus intimes furent désignés sous le nom de *leudes* (du mot allemand *leute*=gens) pour indiquer ses familiers ou plus fidèles soutiens.

La promesse de *fidélité* faite en retour d'une concession de terre comportait l'*hommage* dû par le vassal à son supérieur, et ces deux obligations n'en formaient en réalité qu'une seule désignée sous le vocable de *foi et hommage*. Si l'engagement était à l'effet de défendre le seigneur « envers et contre tous, en tous temps et sans excuse », il prenait le nom d'*hommage lige*; s'il ne comportait que l'obligation de soumission avec service en armes pendant quarante jours à compter de la semonce c'était un *hommage simple*: mais s'il n'exigeait même pas le serment de fidélité, il se réduisait au *franc hommage*. Cette formalité devait s'accomplir suivant un cérémonial réglé comme suit: le vassal se rendait au château de son suzerain et, s'étant fait annoncer à l'entrée principale, il s'avançait vers lui « tête nue, sans épée ni éperons », se mettait à genoux et plaçait ses mains dans les siennes en lui jurant de le défendre contre ses ennemis.

(2) Les étymologistes attribuent l'origine de ce nom composé aux vieilles expressions allemandes: *febu* = richesses en troupeaux, et *od* = terres.

De cette promesse de fidélité (*fides*) la concession de terre prenait le nom de *fief* et le concessionnaire celui de *feudataire* pour désigner son titre de propriété; mais il était en même temps *vassal* (du bas-latin *vassus*=serviteur) par sa dépendance envers son supérieur.

Les leudes firent pareillement des concessions de fiefs, à même leurs domaines, à des arrière-concessionnaires qui prirent le nom de *seigneurs* (du latin *senior*=vieillard, homme respectable) et qui prenaient envers eux les mêmes engagements. Il va de soi que ces récompenses en sous-ordre étaient accordées pour services méritoires et que ceux qui en étaient l'objet avaient sous leur dépendance un certain nombre de guerriers qui s'établissaient autour d'eux à titre de *serfs* (du latin *servus*=esclave ou serviteur). Le leude était donc vassal de son souverain à qui il devait foi et hommage, mais il devenait à son tour suzerain du seigneur qui se rabattait finalement sur le simple serf.

Cette servitude hiérarchique se retrouve encore de nos jours dans la constitution d'une armée, mais il y a lieu d'observer que la condition du serf s'est améliorée sous l'influence du christianisme et qu'au fur et à mesure des progrès de la civilisation son état de quasi-esclavage s'est peu à peu transformé en celui de *censitaire* ou concessionnaire d'un terrain à charge de payer le *cens* (du latin *census*=tribut) à son seigneur, c'est-à-dire une redevance en argent payable à perpétuité en reconnaissance de sa servitude. Même l'obligation de prendre les armes au service du seigneur sera bientôt remplacée⁽³⁾ par un impôt en argent qui prendra le nom de *taille* et servira à payer les services d'un *mercenaire* destiné à le suppléer au combat.

Le censitaire devient donc maître de son domaine, mais la reconnaissance de sa servilité subsiste dans la *corvée* des jours de travail qu'il doit à son seigneur et dans nombre d'autres obligations qui semblaient se multiplier comme les têtes d'une hydre, à mesure qu'il réussissait à s'affranchir de l'une d'elles.

(3) Sous le règne de saint Louis.

Au cours des siècles qui suivirent, et à raison de services exceptionnels, quelques concessions furent cependant faites en *censive*, c'est-à-dire à charge d'une simple redevance ou *cens* payable annuellement en argent aux fins de reconnaître le domaine supérieur et il en fut même concédé en *franc-alleu*, c'est-à-dire sans obligation ni redevance d'aucune sorte, sauf l'entretien des routes de communication. C'est pourquoi le jurisconsulte Pothier divise les concessions territoriales en trois classes : les biens *féodaux* ou fiefs, les *censuels*, concédés à charge de cens ou rente, et les *allodiaux* ou concessions en franc-alleu.⁽⁴⁾

« Les immeubles féodaux, ou fiefs, dit-il, sont ceux qui sont tenus à la charge de la foi et hommage; les censuels sont ceux qui sont tenus à la charge d'une redevance pécuniaire en reconnaissance de la seigneurie du seigneur de qui ils sont tenus; les biens allodiaux ou franc-aleux sont ceux qui ne sont d'aucun seigneur ».

Quant aux terres concédées en franc-alleu, elles constituaient, au bénéfice du cessionnaire ainsi favorisé, un titre absolu de pleine propriété avec droit de transmission à ses descendants. « Tenir en alleu, dit Bouteillier⁽⁵⁾, si est tenir terre de Dieu tant seulement; et ne doibvent cens, rentes, ne relief, ne aultre rebdevance à vie ne à mort ». Ce genre de concession n'a donc rien à faire avec le sujet qui nous occupe et, si nous en parlons, ce n'est que par suite de la division des titres établie par Pothier, car cette indication existe encore dans les actes notariés de notre époque.

Pour nous faire une idée de la condition sociale du peuple de France sous le régime de la féodalité, examinons rapidement les obligations et prérogatives qui s'y rattachaient.

(4) Cf. *Traité des fiefs*. Oeuvres posthumes de M. Pothier publiées par Guyot, régent de l'Université d'Orléans chez De Bure à Paris, 1777.

(5) Cf. *Somme rurale ou Grand coutumier général de pratique civil et canon*, composé par Jean Bouteillier, conseiller du Roy en sa cour du Parlement (Paris, 1491).

(A) *Devoirs et obligations des feudataires*

Les titres de concession des fiefs indiquaient ordinairement les obligations qui s'y attachaient. Elles s'établissaient suivant la coutume du lieu et variaient parfois dans quelques détails⁽⁶⁾.

La plupart d'entre elles peuvent se résumer dans celles qui suivent :

1°. Le serment de *foi et hommage* était à la base de toute concession de fief et cette cérémonie devait se renouveler par le nouveau titulaire chaque fois que le titre passait en d'autres mains, soit par vente ou succession, ou qu'il y avait changement de suzerain.

2°. Si le feudataire faisait défaut de « porter sa foi » à l'endroit et au temps voulu, le suzerain pouvait exercer la *saisie féodale* en réunissant le domaine du défaillant au sien jusqu'à ce qu'on lui en eût porté la foi.

3°. Le feudataire qui se rendait coupable de *désaveu* en niant qu'il relevait de son suzerain, ou de *félonie* en lui faisant une injure atroce, encourait la peine de *commise* ou confiscation de son fief qui était alors réuni pour toujours à celui de son supérieur.

4°. Dans les quarante jours de la cérémonie de foi et hommage, le feudataire devait fournir à son suzerain un acte d'*aveu et dénombrement* consistant en une description de son fief et une énumération de tous ses censitaires et de leurs biens. Cette disposition permettait au suzerain de se tenir au courant de la valeur de son domaine.

5°. Dans le cas de vente de son fief, le vassal était tenu, dans les territoires régis par la Coutume de Paris, de payer à son suzerain le droit de *quint* consistant en un cinquième du prix de vente. Cet impôt peut paraître exorbitant, mais il avait pour objet d'empêcher la spéculation sur les concessions de fiefs à des favoris.

6°. Dans le territoire régi par la Coutume de Vexin-le-français, dont le chef-lieu était Pontoise, ce droit de mutation se composait du

(6) Cf. *Coutume de Paris*, de *Vexin-le-français*, d'*Orléans*, etc.

revenu d'une année du fief et se nommait *relief* ou *rachat*. Au pays d'Orléans, ce profit prenait le nom de *relevoison*. Quelques provinces imposaient en outre le *requint* égal au cinquième du quint.

7°. Enfin, pour se protéger contre un acquéreur étranger, le suzerain avait le droit d'exercer le *retrait féodal* par lequel il pouvait réunir à son domaine le fief vendu par son vassal à un étranger, en remboursant à l'acquéreur le prix et les loyaux coûts de son acquisition.

Toutes ces dispositions sont longuement commentées par Ferrière dans son *Traité des fiefs suivant les coutumes et l'usage des provinces de droit écrit* (Paris 1680), mais comme il n'entre pas dans le cadre de cette étude d'en faire une dissertation, nous nous contentons d'y référer en observant cependant que l'application abusive des droits de quint et de relief, de même que celle des lods et vente à l'égard du censitaire, conduisit à l'adoption d'une fiction de droit destinée à rendre justice aux opprimés. On prétendait appliquer ces droits de mutation même à la transmission d'un héritage par succession en ligne directe et, pour y échapper, les jurisconsultes déclarèrent que « *le mort saisit le vif, son hoir le plus proche et habile à succéder* » (article 318 de la Coutume de Paris), c'est-à-dire que la personnalité du défunt se continue dans son héritier, sans mutation ni interruption, et même à son insu. C'est ce qu'on désigne en droit sous le nom de *saisine*.

(B) *Droits et prérogatives des feudataires.*

D'autre part, les feudataires ou détenteurs de ces fiefs avaient des droits et prérogatives dont ils se montraient féroce-ment jaloux au point d'en poursuivre l'observance jusqu'au pied du trône. Les peuples latins sont peut-être plus chatouilleux que tous autres sur la question des honneurs qui leur sont dûs et, à cette époque où les rites de l'Eglise étaient universellement observés, les prérogatives réclamées par les feudataires se rapportaient surtout aux cérémonies du culte.

Rappelons-en les principales dispositions :

1°. Le *droit d'encensement* accueillait le seigneur haut justicier, sa femme et ses enfants, à leur entrée dans l'église.

2°. Le *droit de banc* lui permettait de placer son banc dans le lieu le plus honorable de l'église, et même dans le chœur.

3°. Le *droit de préséance* lui donnait le pas sur tous autres paroissiens dans les processions, dans l'aspersion de l'eau bénite, dans la réception des cendres, et dans la distribution du pain béni.

4°. Le *droit de patronage* appartenait aux personnes qui avaient fondé, fait construire, ou doté une église et il permettait à ceux qui en jouissaient d'y présenter les candidats qu'ils désiraient.

5°. Le *droit de prières nominales* était accordé aux patrons et haut justiciers en demandant à Dieu de les conserver en santé et en énumérant leurs noms, prénoms, titres et qualités.

6°. Même après leur mort, le patron et le haut justicier avaient *droit de sépulture* dans le sol de l'église, au-dessous du chœur ou du banc seigneurial.

7°. Parfois le *droit de litre* faisait porter par l'église seigneuriale le deuil du haut justicier au moyen d'une bande de peinture noire entourant la muraille et surmontée de ses armoiries.

8°. Finalement, le feudataire recevait, suivant l'importance de sa concession, le droit d'exercer la *haute, moyenne ou basse justice* sur toutes personnes relevant de son fief. Le droit de *haute justice* donnait juridiction en matière criminelle et permettait l'imposition de sentences qui pouvaient aller jusqu'à la peine capitale, tandis que le droit de *moyenne et basse justice* était limité aux affaires civiles ou correctionnelles, la distinction entre ces deux classes étant déterminée par le chiffre de l'amende que le seigneur pouvait imposer.

(C) *Charges imposées aux serfs*

Ces marques d'honneur, tout en satisfaisant la vanité des bénéficiaires, étaient assez anodines. Il n'en était malheureusement pas ainsi des charges et obligations imposées à leurs serfs dont la con-

dition devenait extrêmement pénible par suite de leur multiplicité. On ne peut guère s'en faire une idée à l'époque et dans le pays où nous vivons, mais une liste fort incomplète nous ouvrira les yeux sur les conditions de vie de ces victimes d'un système quasi barbare.

Une prérogative arbitraire et exorbitante était celle du *service militaire* auquel le seigneur pouvait appeler tout serf d'âge à porter les armes, pour sa défense ou même pour aller guerroyer comme bon lui semblait. Saint Louis remplaça cette obligation par l'impôt de la taille payable en argent. Le même service était dû au Roi lorsqu'il convoquait le *ban* et l'*arrière-ban*, c'est-à-dire ses vassaux immédiats et tous arrière-vassaux, à prendre les armes ⁽⁷⁾.

La *corvée* obligeait le serf à travailler sur les terres de son maître à sa réquisition. Comme les exigences de certains maîtres dégénéraient en abus, l'Eglise vint au secours des corvéables en multipliant les fêtes d'obligation, et les journées de corvée furent finalement réduites à douze par année.

L'*arban* était une corvée imposée sur les boeufs et charrettes des corvéables.

Le *semage* obligeait le serf à porter les sacs de grain pour la semence.

L'*hospitation* lui imposait l'obligation de recevoir le seigneur et sa suite en voyage, tandis que le *chevallage* l'obligeait à loger, nourrir et soigner les chevaux du maître dans la chasse à courre, et le *chiennage* imposait la même obligation pour les chiens de sa meute.

Le *carnage*, le *chevrotage*, le *frisenage* et le *moutonnage* obligeaient le serf à porter au seigneur une partie honorable de l'animal abattu.

(7) Une ordonnance de François Ier, en date du 19 mai 1540, fixe comme suit les contributions des vassaux au service militaire: pour un fief d'un revenu annuel de 500 à 600 livres, un homme de cheval, habillé, armé et monté; pour un fief de 300 à 400 livres, un homme de cheval avec un valet arquebusier; pour un fief de 200 à 300 livres, un homme de pied armé; et pour un fief de moindre rapport, un homme de pied.

Le *forage* frappait d'un certain droit la vente du vin, et le *roage* celui de tout produit en dehors de la seigneurie.

La *prise* autorisait le seigneur à prélever les vivres dont il avait besoin.

Le *champart* et le *terrage* consistaient en une quotité de fruits ou de grains sur l'héritage qui en était chargé.

Le *carpot*, redevance sur la vendange, le *fromentage* sur le blé, l'*avenage* sur l'avoine et le *bassinage* sur toute autre récolte permettaient de prélever un bassin de grains.

Le *banvin* permettait au seigneur de vendre son vin avant tous autres dans les six semaines qui suivaient la vendange.

Le *fourrage*, prélevé annuellement sur chaque famille, était payable en volailles et en grains.

L'*affouage* obligeait à payer pour prendre le bois de chauffage dans la forêt, et le *pacage* pour avoir droit de faire paître les animaux.

Les droits de *travers*, de *plassage*, de *hallage*, d'*estallage* et de *fenestrage* s'imposaient sur celui qui transportait ses produits à travers le domaine du seigneur ou qui les y exposait en vente, et le *pulveraticum* quand ses animaux passaient sur les terres seigneuriales.

Les *banalités* obligeaient le serf à se servir, exclusivement et moyennant finance, du moulin, du pressoir, du four et de la forge érigés par le seigneur dans son domaine.

Les *réserves* de *chasse* et de *pêche*, l'obligation de fournir des *chapons* et *bûches de Noël*, celle de se plier à certaines démarches humiliantes, rappelaient périodiquement au serf son état de servilité, et, plus tard, l'imposition de *cens et rente*, de *lods et vente*, d'*entretien de routes* et autres redevances ou services personnels augmentèrent encore son fardeau.

Le feudataire avait naturellement intérêt à garder sous sa dépendance autant de serfs que possible et il prenait les mesures sui-

vantes pour en empêcher la déperdition et même augmenter son pécule:

Le *chevage* était payable par tout chef de famille aubain ou bâtard, et si l'étranger passait un an et un jour sur les terres du seigneur, il devenait l'homme de celui-ci par droit d'*aubaine*.

Le droit d'*échouage* permettait au seigneur de dépouiller les naufragés échoués sur ses côtes, et celui de *bâtardise* assimilait la succession d'un bâtard à une épave.

Enfin le *marriage* obligeait le serf à obtenir le consentement du seigneur pour contracter mariage et, si cette permission avait pour effet de faire passer la fille serve dans un autre fief qui profiterait du croît de sa progéniture, il prélevait un droit de *formariage* au chiffre qu'il lui plaisait de fixer en compensation de cette perte de bétail humain.

Certains auteurs ont même attribué au seigneur l'exercice, à l'occasion du mariage de ses serfs, d'un droit d'immoralité monstrueuse, mais l'authenticité de cette assertion reste encore à l'état d'hypothèse.

En un mot, tout devenait prétexte à l'imposition de prélèvements innombrables sur un peuple qui n'était libre que de nom, mais dont la condition n'était guère supérieure à celle d'esclave.

«Etat intermédiaire entre la servitude et la liberté, dit Paul Allard⁽⁸⁾, le servage est celui d'hommes soumis à un maître, obligés héréditairement à cultiver un domaine à son profit, sans pouvoir ni quitter ce domaine, ni en être détachés (à moins d'affranchissement par le maître lui-même). Ils ne sont pas libres, puisqu'il leur est interdit d'abandonner le lieu où, soit la naissance, soit le choix d'un maître, les a fixés; mais ils ne sont qu'à demi esclaves, puisque leur maître n'a pas la faculté de les vendre sans le domaine qu'ils cul-

(8) Cf. *Esclaves, serfs et mainmortables*. Nouvelle édition revue et augmentée. Bruxelles et Paris, 1894.

tivent, et que, par conséquent, ils peuvent s'y constituer une famille durable, s'y créer un foyer, y acquérir des intérêts ».

En Angleterre, le système féodal de France introduit par Guillaume le Conquérant s'est maintenu, avec quelques modifications, jusqu'à Charles II alors que le service militaire et autres obligations oppressives furent abolies en 1672 et remplacés par la tenure « en franc et commun soccage ». L'origine féodale des concessions viagères s'y retrouve encore lorsque le don en est fait sans y ajouter d'autres expressions, mais le « *fee simple* » permet au franc-tenancier d'en consentir l'aliénation à son gré, ainsi que de le transmettre à ses héritiers⁽⁹⁾. La tenure anglaise en franc et commun soccage correspond approximativement au franc-alleu roturier de France; c'est le genre de concession de terres qu'on y rencontre la plus fréquemment.

Cette conception plus humaine de la féodalité anglaise a fait subsister jusqu'à nos jours le régime des *lords*, grands propriétaires terriens, dont les tenanciers s'accommodent encore volontiers de la condition de simples fermiers, tandis qu'en France les charges et vexations de toutes sortes devaient fatalement conduire à la révolte.

A la conquête de la liberté

La lutte fut longue et acharnée. Conséquence inévitable de l'isolement des seigneurs par suite de la rivalité des uns contre les autres et de leurs conflits de voisinage, ils se divisèrent, dans une fausse sécurité de leur puissance, au lieu de s'unir, tandis que, d'autre part, le roi avait intérêt à les combattre par jalousie d'autorité et le peuple bouillait de s'affranchir de leur oppression.

Dès le XIII^e siècle, les serfs campagnards se concertèrent en vue de résister aux exactions des nobles par la force des armes, et les

(9) Cf. *The Encyclopedia Britannica* (New American Supplement) V^o "Feudalism". New-York and Chicago, 1898.

ouvriers des villes se révoltèrent également pour se grouper en *communes* à l'encontre de la dictature des feudataires.

L'insurrection grandit et sa manifestation devint formidable dans le soulèvement connu en histoire sous le nom de « Jacquerie »⁽¹⁰⁾ qui éclata le 21 mai 1358, jour de la Fête-Dieu, sous la conduite de Guillaume Charlet. Cent mille paysans y prirent part, détruisant les châteaux et massacrant leurs châtelains par haine de l'oppression; mais, comme dans tous les mouvements insuffisamment organisés, cette révolte fut noyée dans le sang, à Montdidier, un mois à peine après sa naissance.

Une association paradoxale de la royauté avec la plèbe contre la toute-puissance, toujours grandissante, de la noblesse devait cependant produire des résultats plus tangibles. Si le peuple avait à se plaindre des exactions des grands, le roi avait expérimenté, à ses dépens, la force militaire de ses anciens leudes les ducs de Bourgogne, d'Aquitaine, de Bretagne et de Normandie, (ceux-ci devenus rois d'Angleterre avec prétention à la moitié du royaume de France), et il comprit qu'il lui importait de se protéger contre eux. Fort de l'appui du peuple, Philippe-Auguste (1180-1223) engagea la lutte avec vigueur; son fils Louis VIII, surnommé le Lion (1223-1226) la continua sans trêve et fut couronné roi d'Angleterre à Londres du vivant de son père, roi de France. Mais le coup le plus formidable fut porté par Louis IX, fils du précédent et canonisé sous le nom de saint Louis (1226-1270) qui rendait justice à ses sujets sous un arbre, et qui décréta les fameux *Etablissements* promulgués en 1269; il imposa aux grands feudataires le respect de la royauté capétienne « qui ne tient que de Dieu et de son épée »; il commua l'obligation du service militaire des serfs en une redevance payable en argent et il établit en faveur des successions roturières la division égale des biens entre tous les enfants.

Philippe le Bel (1288-1314), assisté d'une armée de légistes

(10) Ainsi nommée en dérision du paysan français appelé « Jacques Bonhomme » à cause de la *jaquette* qui lui servait de vêtement et de sa patience à endurer toutes les vexations.

ennemis du droit de force établi par l'épée, fit porter des fruits à l'oeuvre de saint Louis en faisant intervenir les magistrats royaux dans les justices seigneuriales, en apportant des restrictions au droit de guerre privée ainsi qu'aux combats judiciaires (que les nobles avaient déshonorés sous le nom de « droit de Dieu »), en accordant aux roturiers le droit d'acquérir des fiefs, et même en s'arrogeant le privilège de leur conférer la noblesse.

Louis XI (1461-1483), fils de Charles VII que Jeanne d'Arc la roturière avait remis en possession du trône de France, continua l'oeuvre de la sainte bergère en décrétant l'accès des hauts postes militaires et politiques aux roturiers capables de les occuper tout autant que les grands feudataires. Ceux-ci tentèrent en vain de reconquérir leur prestige à la faveur des guerres de religion, ils se butèrent à un adversaire plus habile que tous leurs champions; ce fut Richelieu qui leur porta le coup de grâce en établissant la monarchie absolue de Louis XIV.

A partir de cette époque, les grands feudataires et généralement la noblesse, avachie par l'orgueil et les plaisirs de la Cour, se contentèrent de graviter dans l'orbite du Roi-Soleil, comme s'ils eussent été destinés par le Créateur uniquement pour jouir de la vie.

Ce mirage enchanteur dura cent cinquante ans, mais le réveil en fut terrible!

Le peuple qui n'avait jamais abdiqué ses rancœurs, qui assistait en spectateur impuissant dans sa misère aux orgies du régime aristocratique, confondit dans sa révolte les rois qui l'avaient protégé et les nobles qui l'avaient pressuré. Le faible Louis XVI et l'aimable mais légère Marie-Antoinette payèrent de leur vie les erreurs d'un régime suranné.

Certains nobles se rendaient cependant compte de la légitimité des revendications populaires, et, sur la proposition du député duc de la Rochefoucauld, adoptée par les trois Ordres (Clergé, Noblesse et Tiers-état), l'Assemblée Constituante abolit sans indemnité, dans

la nuit du 4 août 1789, « tous les droits et devoirs, tant féodaux que censuels, ceux qui tiennent à la main-morte et à la servitude personnelle ainsi que ceux qui les représentent ». Les autres droits réels et personnels furent déclarés *rachetables* mais, le 17 juillet 1793, la Convention supprimait à son tour, et *sans indemnité*, « toutes redevances ci-devant seigneuriales, droits féodaux, fixes et casuels ». Bien plus, la loi du 25 ventôse an XI qui régit encore aujourd'hui le notariat français, voulut faire disparaître même le souvenir de la féodalité en interdisant aux notaires l'emploi des expressions féodales dans la rédaction de leurs actes.

Quant aux héritiers des prérogatives féodales, ils expièrent sous le couperet de la guillotine l'intransigeance abusive de leurs ancêtres et leurs châteaux-forts donjonnés tombèrent dans le patrimoine national. Telle fut la fin d'un régime qui avait fait gémir le peuple de France pendant plus de mille ans.

III.—LE RÉGIME SEIGNEURIAL CANADIEN

En dépit des abus que nous venons d'indiquer, il est indéniable que la féodalité ait puissamment contribué au développement rural de la France. Aussi songea-t-on à l'utiliser au Canada en profitant de l'expérience acquise pour la dégager des erreurs qui devaient la conduire à sa perte.

De fait, le monde avait évolué depuis l'institution moyenageuse des feudataires, autocrates dans leurs domaines, et des serfs, quasi-esclaves, qu'ils pressuraient à volonté. Bien plus, l'intérêt primordial des seigneurs canadiens et de leurs censitaires étant de s'entr'aider dans la lutte journalière contre les forces naturelles d'un pays vierge, en même temps que contre les attaques incessantes de l'ennemi séculaire établi dans les colonies anglaises et contre la férocité des tribus indiennes, ils furent, pour ainsi dire, forcés de se rapprocher et, par suite, de se mieux comprendre dans l'édification commune de la colonisation.

En procédant à l'établissement du régime féodal au Canada, les rois de France et leurs représentants officiels émondèrent tout ce qui pouvait paraître vexatoire ou ressembler à un abus d'autorité dans les concessions de fiefs, et ils réduisirent à la plus simple expression les charges et conditions auxquelles leurs concessionnaires devaient en consentir l'octroi au détail pour favoriser la colonisation du pays. Même le nom abhorré de « féodalité » fut changé en celui de « régime seigneurial » pour bien marquer l'ère de liberté qui s'ouvrait aux défricheurs de ce pays privilégié. Les feudataires eurent le droit d'en sous-concéder des parties en « arrière-fiefs », mais sans augmenter les charges des censitaires, la Coutume défendant d'ajouter « cens sur cens ».

L'institution ainsi modernisée ne restreignait pas uniquement sa sollicitude à la tenure des terres; elle pourvoyait en même temps à l'administration civile par l'octroi du droit de justice accordé au seigneur avec appel de ses décisions à l'intendant et plus tard au Conseil Souverain; elle pourvoyait encore à l'organisation militaire par l'institution des capitaines de milice, et même au temporel religieux par le groupement des paroisses administrées par les « fabriques », système qui a donné les plus heureux résultats en ce pays. En un mot, l'organisation dont nous avons été dotés a servi de base à l'édifice social de notre pays. Cette assertion s'appuie sur les commentaires d'un écrivain dont l'impartialité ne peut être mise en doute, le professeur W.-B. Munro, de l'université Harvard, autorité reconnue en cette matière, qui, après avoir examiné les résultats produits par l'application dans ce pays du régime féodal ainsi amélioré, ajoute en conclusion: « *Few institutions have been so consistently misunderstood, and this is, in large measure, because the extensive ramifications of feudalism have been but rarely appreciated* ». ⁽¹¹⁾

Les détracteurs de cette institution ont sans doute oublié qu'à

(11) Cf. *The Seignorial system and the colony*, qui résume la matière de trois volumes, dans CANADA AND ITS PROVINCES, VOL. II. *Edinburg & Toronto*, 1913.

l'époque de la fondation de la Nouvelle-France, la féodalité existait encore au pays des ancêtres, que le pouvoir de la monarchie française était encore absolu, que le vaste empire découvert par Jacques Cartier au Nouveau-Monde « appartenait au roi » qui pouvait en disposer à son gré et aux conditions qu'il lui plairait.

C'est pourquoi les octrois de terre accordés aux compagnies fondées pour le développement de la colonie: (a) étaient stipulés *sous la réserve de la foi et hommage* envers le souverain *avec reconnaissance de sa suzeraineté* par le paiement d'un léger tribut payable en or à chaque mutation de règne; (b) les concessions de fiefs faites par elles étaient *sujettes à ratification* par l'autorité royale; (c) elles restaient sous le contrôle de l'autorité suprême par la *formalité de l'aveu et dénombrement* destiné à faire connaître l'étendue progressive de leur développement; (d) elles n'étaient accordées *qu'en fidéi-commis* à des collaborateurs chargés d'appliquer un système de colonisation savamment élaboré; (e) les concessions de terres dans l'étendue de leurs domaines *devaient être faites aux censitaires* à des conditions extrêmement faciles, ainsi qu'en font foi les arrêts de Marly dont nous parlerons en temps et lieu; (f) enfin, les colons *devaient en être de race française et de religion catholique*.

Hâtons-nous donc de dire que les censitaires canadiens n'ont jamais connu le joug écrasant de la féodalité française; qu'ils ont vécu en sympathie constante et en rapports cordiaux d'assistance mutuelle avec leurs seigneurs; enfin que l'abolition de la tenure seigneuriale s'est effectuée en notre pays, après deux siècles de fonctionnement satisfaisant, sans heurts ni rancoeurs, lorsque l'heure de cette évolution fut arrivée, comme le fruit mûr se détache naturellement de l'arbre lorsque le soleil d'été a fait son oeuvre.

Rendons tout de même grâce au Ciel que cette évolution sociale nous aît été préparée par des hommes de jugement clairvoyant comme Richelieu et Colbert, qu'elle aît été mise en oeuvre par des

patriotes sincères et désintéressés, tels que Champlain, Maisonneuve, Talon, Mgr de Laval, les Jésuites, les Sulpiciens, et finalement terminée, au temps voulu, par le concours d'hommes publics aux vues larges et ayant à coeur l'intérêt de leur pays.

Premières concessions

Présage heureux de l'abandon d'un régime suranné, la première concession de terre canadienne fut faite *en franc-alleu*, c'est-à-dire sans charges ni obligations de quelque sorte que ce soit et avec droit d'en disposer librement, au premier colon de ce pays, le sympathique apothicaire Louis Hébert qui avait quitté ses bœux à Paris dès 1617 pour venir semer à Québec la première poignée de blé dans le sol canadien⁽¹²⁾. Sur la recommandation de Champlain, le duc de Montmorency, vice-roi de la Nouvelle-France, lui faisait donation et octroi à perpétuité, le 4 février 1623, « d'une certaine portion de terre comprise dans l'enceinte d'un clos au lieu de Québec » et cette concession lui fut confirmée par le duc de Ventadour, successeur de Montmorency, le 28 février 1626 avec don additionnel d'une lieue de terre sur la rivière Saint-Charles « pour en jouir *en fief noble* (c'est-à-dire sans redevances au suzerain) par lui, ses héritiers et ayant-cause à l'avenir, comme de son propre et loyal acquêt, et en disposer pleinement et paisiblement comme il verra bon être ».

La deuxième concession fut faite également « en fief noble » le 10 mars 1624 au sieur Guillaume de Caën qui fut créé baron du Cap Tourmente, et la troisième le 10 mars 1626 aux Révérends Pères Jésuites « en don irrévocable et perpétuel » sans charges ni conditions, c'est-à-dire *en franche aumône*, « en reconnaissance... de la piété et du zèle dont ils ont fait preuve au service de la foy et de la religion chrétienne en envoyant à ce pays un bon nombre de leurs Pères pour

(12) Voir à Québec le monument du sculpteur Laliberté qui représente Hébert faisant hommage au Créateur de la première gerbe récoltée au Canada, tandis que sa femme Marie Rollet apprend à lire aux petits enfants.

y baptiser, instruire et enseigner les susdits Sauvages ». Ce fut la seigneurie de Notre-Dame-des-Anges mesurant quatre lieues de terre sur la rivière Saint-Charles et s'étendant depuis le fleuve Saint-Laurent jusqu'au second ruisseau au-dessus de la rivière Lairet.

Des concessions semblables furent faites, pour les mêmes considérations et dans le même but, à l'évêque et au Séminaire de Québec, au Séminaire de Saint-Sulpice, aux Ursulines de Québec et des Trois-Rivières, à l'Hôpital Général et à l'Hôtel-Dieu de Québec et autres communautés religieuses pour les aider à subsister dans leurs oeuvres. Disons sans retard que ces institutions religieuses remplirent, plus fidèlement et plus efficacement que les seigneurs laïques, leurs obligations de développement de leurs terres et d'établissement de colons, de sorte qu'elles rapportèrent plus à la colonie qu'elles n'en avaient recueilli.

Le Séminaire de Saint-Sulpice reçut, en trois parties successives, la concession de l'île de Montréal qui prit une importance considérable avec le développement de cette région. La plus importante en fut faite à Pierre Chevrier, sieur de Fancamp, et à Jérôme Le Royer, sieur de la Dauversière, le 17 décembre 1640, pour « une grande partie de l'île à la pointe qui regarde le nord-est tirant en toute sa largeur vers le sud-ouest jusques à la montagne de Montréal et par delà icelle montagne encore quatre lieues françaises ou environ... plus une étendue de terre de deux lieues de large le long du fleuve St-Laurent, sur six lieues de profondeur dans les dites terres à prendre du côté nord sur la même coste où se décharge la rivière de l'Assomption dans le dit fleuve St-Laurent ».

Le 13 février 1644, Sa Majesté Louis XIV ratifiait cette concession et une autre du 7 août 1640; puis le 21 avril 1659, M. de Fancamp recevait au nom de la Compagnie de Montréal, « le restant de l'île de Montréal, à l'exception de cinq cents arpents sur la montagne ». Et enfin, par acte de donation du 9 mars 1663 et par acte de déclaration du 10 mars 1664, MM. de Fancamp et de la Dauversière déclarent qu'ils ont fait l'acceptation de ces donations pour

« Messieurs les Associés pour la conversion des sauvages de la Nouvelle France dans la dite île de Montréal » et les dits associés font donation « de toute l'île de Montréal » au Séminaire de Montréal qui fit par la suite de nombreuses concessions aux Religieuses Soeurs Hospitalières de Saint-Joseph de l'Hôtel-Dieu de Montréal, représentées par Jeanne Mance, ainsi qu'à la Congrégation de Notre-Dame de Montréal fondée par Marguerite Bourgeoys, à l'Hôpital Général de la Révérende Mère d'Youville (Soeurs Grises) et autres communautés religieuses, institutions de charité et d'éducation établies dans cette île⁽¹³⁾.

L'ère des compagnies

Cependant, le temps était venu pour la France d'établir fermement son empire au Nouveau-Monde et, comme Guillaume de Caën avait lamentablement fait défaut de répondre aux espoirs qu'on reposait en lui, le « ministre au coup d'oeil juste et à la main de fer » Richelieu, n'hésita pas à révoquer ses pouvoirs pour lui substituer un groupe de cent associés intéressés à coloniser et développer *les possessions du roi de France en Amérique*, « tant le long des côtes depuis la Floride, que les prédécesseurs rois de Sa Majesté ont fait habiter, en longeant les côtes de la mer jusqu'au cercle arctique pour latitude, et de longitude depuis l'Isle de Terre-neuve, tirant à l'ouest jusqu'au grand Lac, dit la mer douce et au-delà, que dedans les terres et le long des terres qui y passent »⁽¹⁴⁾

Cet immense territoire fut ainsi donné à perpétuité, avec le commerce exclusif des fourrures, à la Compagnie des Cent-Associés désignée sous le nom de Compagnie de la Nouvelle-France « en toute

(13) Cf. *Pièces et documents relatifs à la tenure seigneuriale*, page 365; *Edits et Ordonnances*, vol. I, page 24, et *Cabiers d'Intendance* No 2 folio 525.

(14) Cf. Charte de la Compagnie des Cent-Associés, en date du 29 avril 1627, rapportée aux *Edits et Ordonnances*, Vol. I, Québec, 1854.

propriété, justice et seigneurie... ne se réservant, Sa dite Majesté, que le ressort de la foi et hommage qui lui sera porté, et à ses successeurs rois, par les dits associés ou l'un d'eux, avec une couronne d'or du poids de huit marcs à chaque mutation de rois ». Elle reçut le droit de distribuer ces terres comme elle le jugerait à propos et d'attribuer tels titres et honneurs, droits, pouvoirs et facultés qu'elle croirait opportun, à telles charges, réserves et conditions qu'elle trouverait bon, sauf que « en cas d'érection de duchés, marquisats, comtés et baronies, seront prises lettres de confirmation de Sa Majesté ». En retour, la compagnie s'engageait à faire passer au Canada deux à trois cents hommes de tous métiers dès la première année et en augmenter le nombre jusqu'à quatre mille dans les quinze années à venir, à les loger, nourrir et entretenir pendant trois années, à leur assigner des terres défrichées à l'expiration de ce terme et y entretenir des ecclésiastiques pendant quinze années.

La compagnie ne fut pas lente à remplir ses premiers engagements. Dès l'année 1628 elle confirmait Champlain dans sa charge de gouverneur de la Nouvelle-France et lui expédiait bientôt quatre vaisseaux chargés de colons et de provisions de toutes sortes; mais cette recrue tant désirée fut interceptée à l'entrée du Saint-Laurent par David Kertk, chargé par le roi d'Angleterre de s'emparer du Canada, et fut conduite à Londres tandis que les habitants de Québec se sustentaient misérablement, pendant cet hiver, d'anguilles, de pois et de maïs cultivé par les Sauvages.

Pour comble de calamité les frères Kertk s'emparèrent de Québec l'année suivante et la colonie ne fut rendue à la France que trois ans plus tard par le traité de Saint-Germain-en-Laye (1632).

On se remit courageusement à l'oeuvre et, dès le 15 janvier 1634, la compagnie des Cent-Associés signait sa première concession seigneuriale en ce pays. C'était le fief de Beauport, sur le fleuve Saint-Laurent près de Québec, d'une lieue de largeur par une lieue et demie de profondeur concédée à Robert Giffard, chirurgien, qui

se trouvait à bord de l'un des bateaux saisis par Kertk en 1628. Champlain étant mort à Québec le jour de Noël 1635, Giffard fit son premier acte de foi et hommage au lieutenant général Marc-Antoine de Brasdefer, sieur de Châteaufort, chargé des affaires du pays en attendant la nomination d'un nouveau gouverneur⁽¹⁵⁾, le 31 décembre de la même année.⁽¹⁶⁾

La Compagnie des Cent-Associés concéda environ soixante seigneuries, mais elle ne s'occupa guère de remplir et surtout de surveiller les conditions d'établissement de colons qui constituaient la raison primordiale du cadeau dont elle avait bénéficié; elle était plutôt intéressée à la traite des fourrures. Plusieurs de ses concessions de seigneuries furent même accordées à des favoris qui n'habitaient pas le pays et qui n'avaient aucune intention de remplir les conditions de développement qui s'y attachaient. Seulement une vingtaine d'entre elles furent véritablement colonisées et, sur les quatre mille colons que la compagnie devait établir au pays dans les quinze premières années de son existence, à peine en comptait-on 2500 quand elle signa l'abandon de sa charte après trente-six ans d'existence, le 24 février 1663.

Louis XIV régnait alors en France depuis vingt ans et l'habile ministre Colbert y tenait les rênes du pouvoir. Après avoir tenté un essai de direction des affaires de la colonie, pendant un an, par l'entremise d'un Conseil Souverain composé du gouverneur, de l'évêque, de l'intendant, d'un greffier et de cinq conseillers, on constata qu'il vaudrait mieux en revenir au système de colonisation par une compagnie intéressée au développement du pays, et la Compagnie des Indes Occidentales fut créée le 28 mai 1664 avec des pouvoirs encore plus étendus que celle des Cent-Associés. Sa charte lui donnait juri-

(15) Ce fut Charles Huault de Montmagny qui vint prendre possession de sa charge à Québec le 11 juin 1636.

(16) Nous donnons le texte de cette concession suivi du premier acte de foi et hommage d'un seigneur canadien, à titre documentaire, comme appendice de cette étude.

diction non seulement sur le Canada, l'Acadie et Terre-neuve, mais jusqu'à la Virginie et la Floride; elle embrassait même la Louisiane, les Antilles françaises et « toutes autres possessions françaises en Amérique du Sud et en Afrique depuis le Cap Vert jusqu'à celui de Bonne Espérance ». On lui donna le contrôle du commerce, des mines, forêts et pêcheries et surtout, cela va de soi, de la traite des fourrures; elle reçut le pouvoir de nommer des juges et officiers de justice, de vendre et inféoder les terres des pays ainsi concédés « à tels cens, rentes et droits seigneuriaux qu'elle jugera bon », le tout pour un terme de quarante ans et sans autre devoir au roi que « la foi et hommage lige ».⁽¹⁷⁾

Cette nouvelle institution eut encore moins de succès que la précédente en matière de colonisation; elle était plutôt intéressée à faire du commerce au profit de ses membres qu'à s'astreindre aux difficultés matérielles et techniques du développement d'un pays vierge au milieu de peuplades hostiles. Dès le 18 août 1666, son agent général Millo-Claude Le Barrois présentait au gouverneur un mémoire demandant d'être libéré de la responsabilité des concessions de terres qu'il proposait de confier à l'intendant et ses conclusions furent adoptées. La charte de cette compagnie fut révoquée en décembre 1674 après dix années d'insuccès continuels au cours desquels ses bailleurs de fonds avaient perdu plus de trois millions et demi de livres et, par décret royal du 20 mai 1676, le soin de faire des concessions de terres au Canada fut confié conjointement au gouverneur et à l'intendant.

Le régiment de Carignan-Salières.

Deux événements d'importance capitale vinrent cependant ré-

(17) Il y a également lieu de noter que ce document établissait la *Coutume de Paris* comme code de lois officiel en ce pays, tandis que les concessions antérieures relevaient de celle de *Vexin-le-français*.

conforter le courage des habitants de la colonie dans cet intervalle. Poussé à bout par l'audace et les déprédations continuelles des Iroquois, le roi de France envoya au secours de ses fidèles sujets au-delà des mers, en 1665, un régiment de troupes aguerries connu sous le nom de Carignan-Salières⁽¹⁸⁾ et quatre compagnies de soldats qui avaient fait la campagne aux Antilles, celles de Chambellé, Orléans, Poitou et Allier, sous la conduite du marquis Prouville de Tracy à qui il avait remis une commission de vice-roi de la Nouvelle-France. En même temps, Jean Talon, qu'on désigne à bon droit sous le nom de « Colbert du Canada » venait prendre la charge d'intendant du pays qu'il exerça pendant sept ans avec une clairvoyance et un succès qui donnèrent une impulsion formidable aux destinées de la colonie⁽¹⁹⁾.

Débarquée à Québec le 30 juin 1665, cette importante recrue fut accueillie avec des transports d'allégresse et elle répondit pleinement aux espoirs qu'elle avait fait naître. Les Iroquois, battus dans leurs derniers retranchements, implorèrent une paix qui permit aux colons de respirer librement et Talon, s'inspirant de la colonisation des pays européens par les légions romaines, détermina la plupart des fils de famille qui servaient à titre d'officiers dans le régiment de Carignan à accepter des fiefs en récompense de leurs services et à s'y établir comme seigneurs, avec leurs soldats à titre de censitaires, sur les rives du Saint-Laurent et de la rivière Richelieu.

Vingt-cinq capitaines, lieutenants et enseignes profitèrent de ces offres avec quatre cents sous-officiers et soldats, et c'est de là que date la principale impulsion donnée au régime seigneurial du Canada. Les noms de ces concessionnaires se retrouvent dans la plupart des villages et paroisses qui s'échelonnent sur les deux rives du

(18) Ainsi nommé en l'honneur de son patron le prince de Carignan et de son commandant le marquis de Salières.

(19) Autre fait à noter: les officiers du régiment de Carignan avaient emmené 12 chevaux et juments dont la vue et la docilité émerveillèrent les Sauvages. Ce fut l'origine de la race chevaline du Canada, car la monture qui avait été offerte au gouverneur de Montmagny en 1648 n'avait pas laissé de rejeton.

Saint-Laurent, de Montréal à Berthier, et sur le Richelieu, de Sorel à Chambly, car Talon tenait tout particulièrement à fortifier cet endroit vulnérable de la colonie vû que c'était la route ordinairement suivie par les guerriers iroquois. Inclignons-nous ici devant les beaux noms des capitaines Jacques de Chambly, Pierre de Saint-Ours, Pierre de Sorel, Antoine Pécaudy de Contrecoeur, Alexandre Berthier, Louis de Niort de la Noraye, Olivier Morel de la Durantaye, devant ceux des lieutenants René Gaultier de Varennes, André Jarret de Beauregard, Séraphin Marganne de la Valtrie, Pierre de Joybert de Soulanges, ainsi que ceux des enseignes François Jarret de Verchères, François-Xavier Tarieu de la Naudière et de la Pérade, comme faisaient autrefois devant eux leurs censitaires dont la plupart de nos familles descendent.

Talon poussa même la prévoyance jusqu'à faire venir de France des jeunes filles de bonnes familles, dotées par le roi, pour contracter mariage avec les nouveaux seigneurs célibataires, en même temps que de vigoureuses et saines paysannes pour fonder des foyers de colons.

Une seule ombre vint obscurcir ce réconfortant tableau: desservi par des calomniateurs envieux, le fondateur de Montréal, Paul de Chomedey de Maisonneuve, était relevé de son commandement par le vice-roi Tracy et repassait en France où il devait finir ses jours dans la tristesse, en songeant aux destinées de son oeuvre, le 9 septembre 1676.

Le régime seigneurial devint alors en pleine effervescence au Canada. Les commis de l'Intendance, ceux de la Compagnie des Indes, les notaires royaux et autres fonctionnaires officiels étaient réquisitionnés pour établir les *limites des fiefs*, pour en rédiger les *titres de concession*, les faire *confirmer* et les *enregistrer*, préparer les procès-verbaux de *foi et hommage*, classifier les *aveux et dénombrement*, dresser acte des *baux consentis* par les seigneurs à leurs censitaires à *charge des cens et rentes perpétuels*, des *lods et ventes*,

droits de *banalité*, *réserve* des bois de service, mines et autres conditions établies par la Coutume de Paris, mais améliorées, adoucies et simplifiées pour convenir aux besoins du pays. Nous donnons, en appendice à cette étude, des exemples de la teneur de ces divers documents qui nous semblent si curieux aujourd'hui car on ne les retrouve que dans les greffes des notaires de l'époque et dans les registres officiels conservés aux archives du gouvernement provincial de Québec⁽²⁰⁾.

Misère dorée, trafic et aventures.

Ouvrons cependant une parenthèse pour admettre que quelques-uns des feudataires de ces seigneuries ainsi que nombre de leurs hommes se rebutèrent de la vie de sacrifices que demandait le défrichement d'une terre où le soc de la charrue n'avait jamais pénétré. Il fallait abattre les arbres de la forêt, les faire brûler pour en tirer la potasse et dégager quelques arpents de terrain prêt à recevoir la semence nourricière. Une fois le sol ensemencé, on devait surveiller la récolte et faire continuellement le guet avec le fusil en bandouillère pour se protéger contre les surprises d'un ennemi expert dans les embuscades, inlassable à l'attaque et féroce au carnage, tandis que l'inclémence des saisons ruinait souvent les plus belles espérances.

Outre ces difficultés matérielles, il faut songer que la situation financière des nouveaux seigneurs n'était pas toujours florissante.

(20) Félicitons nos législateurs de 1854 d'avoir fait imprimer les plus importantes de ces pièces, en vue de faciliter les travaux d'abolition de la tenure seigneuriale, et rendons grâces à M. Pierre-Georges Roy, archiviste en chef de la province de Québec, d'en avoir publié des *Inventaires* qui sont du plus haut intérêt pour les chercheurs. La perte possible de ces précieux originaux se trouve ainsi atténuée dans une grande mesure. Espérons qu'il en sera prochainement ainsi des archives de Montréal que leur gardien, l'érudit E.-Z. Massicotte, s'ingénie à publier bénévolement par bribes dans nos revues et journaux, faute de crédit à cet effet, ainsi que celles des Trois-Rivières qui sont également intéressantes.

Après avoir employé à la construction de leurs manoirs et moulins banaux le maigre octroi qui leur avait été départi pour s'établir, il ne leur restait pratiquement rien pour soutenir le train de vie que leur imposait la dignité dont ils étaient revêtus. Le seigneur de Saint-Ours, ancien capitaine au régiment de Carignan, incapable de payer la main-d'oeuvre dont il avait besoin, labourait lui-même la terre autour de son manoir et ses deux filles coupaient le blé de ses champs à la faucille. René Gaultier de Varennes, gouverneur des Trois-Rivières aux appointements de 1000 francs par an, et même le gouverneur général Rigaud de Vaudreuil se voyaient obligés de faire la traite des fourrures afin de subsister. Sur dénonciation de ce dernier à la cour de France, le ministre répond qu'il faut fermer les yeux, car, ajoutait-il avec indulgence: « Le malheur, c'est que M. de Vaudreuil est pauvre ». Le fait est qu'il a sollicité toute sa vie les faveurs royales pour lui et ses enfants.⁽²¹⁾

En un mot, c'était la misère dorée.

Dans ces conditions, il n'est pas surprenant que plusieurs de ces nouveaux feudataires, hantés d'ailleurs par la nostalgie du métier des armes, aient cherché à se débarrasser de leurs fiefs au profit d'acquéreurs séduits par l'appât d'un titre ronflant, ou même à les laisser en friche, pour se lancer, avec quelques-uns de leurs anciens soldats, dans la vie aventureuse des coureurs de bois, pour aller à la découverte de pays nouveaux, pour imposer aux tribus éloignées le respect du drapeau fleurdelisé, mais surtout pour faire la traite des fourrures, mirage séduisant pour tous les aventuriers de l'époque.

Quelques-uns réussirent, par ce moyen, à boucler le budget nécessaire à l'entretien d'une « seigneurie » de clinquant, mais il leur fallait acquitter les droits élevés des concessionnaires du privilège de la traite, emprunter parfois à des conditions onéreuses les sommes requises pour le grément et le soutien de ces longues expédi-

(21) Cf. *L'ancienne noblesse au Canada*, étude publiée par Benjamin Sulte dans *la Revue Canadienne* de mai à septembre 1885.

tions nautiques, acheter la pacotille nécessaire aux échanges de pelletteries avec les Sauvages, sans compter les fatigues, les privations et les dangers de ces voyages aventureux.

D'autres cherchèrent à se créer des revenus en exploitant les forêts de leurs domaines pour en tirer le bois de service, tels que Claude de Ramezay, gouverneur de Montréal, et, après lui, sa femme et ses enfants pour leurs seigneuries de Monnoir, de Sorel et de Ramezay; mais là encore ils devaient payer la main-d'oeuvre, transporter le produit de leurs coupes à Québec pour les faire expédier en France à prix d'argent et courir les risques du naufrage, de sorte qu'en fin de compte, il ne leur en restait qu'un maigre profit alors que les bois les plus précieux étaient généralement réservés par le roi.

Enfin, parmi ceux qui s'en tinrent à la culture de leurs domaines et aux redevances seigneuriales, un certain nombre cherchèrent à battre monnaie en exigeant un paiement au comptant, ou *droit d'entrée*, pour concéder leurs terres, contrairement aux instructions royales et aux coutumes établies. Aussi la nécessité d'apporter remède à cette situation se fit-elle bientôt sentir.

Répression des abus

Afin de mettre un terme à cet état de choses qui devenait alarmant pour la colonisation du pays, l'intendant Raudot recommanda, dans ses rapports de 1707 et 1708, de prendre les mesures nécessaires pour obliger les seigneurs à se soumettre aux conditions de leurs concessions de fiefs et pour empêcher en même temps les coureurs de bois de désertir leurs terres.⁽²²⁾

Deux arrêts furent rendus à cet effet par le roi siégeant en

(22) Observons que la signification du mot « désertir » est ici différente de celle que lui donnent les titres de concession; dans ceux-ci elle veut dire « défricher », c'est-à-dire abattre les arbres et « faire du désert » pour y cultiver.

son château de Marly le 6 juillet 1711. Le premier établit le principe que le régime de concession des seigneuries canadiennes a été institué pour favoriser la colonisation du pays et non pour permettre aux seigneurs de spéculer en les revendant ou en exigeant des conditions arbitraires pour les concéder; en conséquence ils *doivent* céder les terres que les colons *choisiront* et ne pourront exiger d'autres redevances que celles qui ont été établies par la coutume; s'ils négligent de fournir, à ces conditions, le nombre de colons qu'ils sont tenus d'établir, leurs seigneuries seront confisquées et feront retour au domaine royal. Ce décret établit donc le principe important que le seigneur canadien n'est pas propriétaire absolu de son domaine comme son cousin de France; il n'en est que *fidéi-commis-saire* chargé de pourvoir à son développement moyennant certaines compensations pécuniaires et en nature.⁽²³⁾

Le second arrêt sévit à son tour contre les colons qui négligeaient leurs établissements pour « courir les bois », c'est-à-dire faire la traite des pelleteries avec les Indiens, soit à leur compte personnel, soit à titre d'engagés. Sur dénonciation du seigneur, constatée par le capitaine de milice⁽²⁴⁾, l'intendant pouvait annuler le titre de concession du contrevenant qui retournait alors au seigneur.

Ces deux édits furent promulgués au Canada, mais ils servirent plutôt de menace que de contrainte envers les seigneurs dont les revenus étaient si maigres qu'il était juste de fermer les yeux sur certains artifices convenables auxquels ils pouvaient recourir afin de tenir leur rang. Une seule seigneurie, celle des Mille-Isles concédée à Sidrac Dugué de Boisbriant, capitaine au régiment de Carignan, semble avoir été confisquée au cours des premières trente années en

(23) Cf. *Questions seigneuriales*; études publiées par sir L.-H. Lafontaine et autres juges de la Cour Seigneuriale, dans *Lower Canada Reports*, en 1856.

(24) Cet officier était le représentant de l'intendant dans chaque paroisse. Il tenait ses pouvoirs de l'autorité royale et avait le contrôle du service militaire, de la voirie, des ponts et des prélevés requis pour les besoins de la milice. En matière judiciaire, ses fonctions pouvaient être assimilées à celles des juges de paix d'Angleterre.

vertu du premier de ces arrêts, tandis que, de 1711 à 1732, plus de 200 concessions de colons furent annulées contre des coureurs de bois et remises au domaine seigneurial.

Au mois de mai 1741 on décida cependant de faire observer justice égale pour tous; vingt seigneuries furent révoquées pour défaut d'accomplissement des conditions requises et leurs territoires remis à la Couronne. Nous verrons en outre qu'à l'abolition du régime seigneurial, en 1854, on invoqua le titre précaire de la tenure en fidéi-commis des seigneurs pour réduire certaines de leurs réclamations qui étaient exorbitantes.

Inventaire des richesses domaniales

Le temps était venu de se rendre compte des résultats de ce système pour le développement du pays; les *aveux et dénombremments* que les seigneurs étaient tenus de faire devaient l'indiquer, mais ils contenaient tant d'erreurs et donnaient si peu de renseignements qu'on ne pouvait les utiliser pour établir des statistiques suffisamment justes.

L'ingénieur militaire Gédéon de Catalogne fut en conséquence chargé par l'intendant Raudot de procéder à un inventaire soigneux de toutes les seigneuries et d'en dresser des cartes indiquant leur situation, le nom, la résidence et l'occupation du propriétaire, le nombre des occupants, l'état de culture de leurs terres, les constructions, les troupeaux et nombre d'autres détails destinés à donner une vue d'ensemble sur la richesse du pays. Il prit trois ans (1710 à 1712) à accomplir ce travail qu'il fit avec soin, intelligence et clarté. Le résultat en est consigné dans un *Mémoire* accompagné de trois cartes pour les régions respectives de Québec, Trois-Rivières et Montréal dont la dernière fut probablement perdue en mer; les deux autres ont été déposées aux Archives Nationales de France.

On constate par ce mémoire que *quatre-vingt-onze* seigneuries

avaient été concédées à cette époque, comprenant plusieurs millions d'arpents de terre dont 50,000 seulement étaient défrichés⁽²⁵⁾ et habitées par une population de 18,000 âmes, soit une moyenne de vingt arpents par famille et deux ou trois arpents par personne. La plupart des concessions sont faites le long du fleuve Saint-Laurent, seule voie de communication en hiver comme en été, avec constructions sur le devant de la terre, de sorte qu'il fallait en faire la division en longs parallélogrammes de trente à quatre-vingts arpents de profondeur. A la mort du chef de famille, le partage de la terre se faisant de la même façon entre ses enfants, avec égale valeur pour chaque lot de partage d'après la Coutume de Paris, chacun d'eux n'avait plus qu'une longue lisière de terrain dont la culture, invariablement faite près de l'habitation, empêchait la rotation des récoltes.

Un autre inconvénient de ce système était signalé dans le fait que le rapprochement des maisons portait leurs habitants à « potiner » au lieu de travailler; si bien qu'en 1744 une ordonnance royale défendit la construction de maisons rurales à moins d'un arpent et demi l'une de l'autre. Tant il est vrai que le sexe faible est toujours persécuté!

Enfin l'auteur observe qu'à cause du grand nombre des fêtes religieuses, il ne restait pratiquement aux colons que quatre-vingt-dix jours d'ouvrage pendant la saison de culture des terres, de sorte que l'intervention de l'Eglise au profit des serfs en France tournait au détriment des cultivateurs canadiens.⁽²⁷⁾

(26) Ce chiffre s'était élevé à 200,000 à l'époque de la capitulation de Montréal.

(27) Signalons, à l'occasion du *Mémoire* et des cartes de Catalogne, l'excellent relevé des *Fiefs, Seigneuries et Arrière-fiefs de la Province de Québec*, préparé par A.-E.-B. Courchesne, employé au bureau du Cadastre à Québec, le 8 juin 1923. Il énumère, en huit tableaux et cinq cartes, les noms des seigneuries et ceux de leurs concessionnaires, leurs titres et privilèges, l'indication des Livres de renvoi seigneuriaux, des Edits et Ordonnances qui les concernent respectivement, des Confirmations, des Registres d'Intendance, des Insinuations au Conseil Supérieur, et des Registres de foi et hommage; le tout accompagné de remarques du plus haut intérêt, tandis que les cartes A B C D et E font saisir d'un coup d'oeil la configuration de ces diverses seigneuries, depuis la frontière des Etats-Unis jusqu'au Labrador.

Relations entre seigneurs et censitaires

Tandis que le feudataire de France en était venu à pressurer ses malheureux serfs au Moyen âge, le seigneur canadien, uni à ses censitaires par les périls et l'assistance mutuelle dans la lutte contre les Indiens et contre la nature sauvage d'un pays vierge, gêné par une situation financière des plus modestes eu égard au rang social qu'il devait tenir, et restreint d'ailleurs par les conditions de concession de son fief, le seigneur canadien, disons-nous, se rapprochait plus volontiers du simple habitant et le traitait avec les égards qu'on doit à un collaborateur. Les difficultés qui pouvaient s'élever entre eux étaient réglées, la plupart du temps, par le curé de la paroisse agissant en amiable compositeur comme ami de l'un et père spirituel des autres; aussi le Canada ne connut-il aucun des griefs exposés par les serfs de la féodalité française dans les *Cahiers* révolutionnaires de 1789; l'habitant moyen vivait plus à l'aise et avec plus de confort que des milliers de gentilshommes en France.⁽²⁸⁾

Faisons brièvement la revue des droits et obligations des deux groupes intéressés en regard de ceux que nous avons indiqués en parlant de la féodalité française; on constatera plus facilement les différences profondes qui existaient entre les deux systèmes.

(A) Devoirs du seigneur canadien

La première obligation imposée au concessionnaire d'un fief canadien était celle de rendre hommage et jurer fidélité au roi de qui il tenait son domaine. Le titre de sa concession stipulait à cet effet qu'il devait faire acte de *foi et hommage* entre les mains du gouverneur au Château Saint-Louis à Québec, avant de prendre possession de son fief et renouveler cet acte à chaque changement de règne, car

(28) Cf. Munro, *op. cit.*

il comportait allégeance nominative au souverain, avec engagement à son service militaire.

Nous avons décrit plus haut le détail de cette cérémonie qui devait s'accomplir solennellement « à genoux, tête nue, sans épée ni éperons » et dont procès-verbal était dressé par acte notarié; on en trouvera des exemples aux appendices publiés à la suite de cette étude. Pour accommoder les seigneurs des régions des Trois-Rivières et de Montréal, l'intendant fut chargé, en quelques circonstances, de recevoir leur acte de foi et hommage dans ces villes.

Dans son *Traité des fiefs*, le jurisconsulte canadien Cugnet dit que « le vassal n'est tenu à aucune forme sacramentale de paroles pour faire la foi et hommage, mais la formule ordinaire en est: *Je viens porter foy et hommage que je suis tenu de rendre à cause de mon fief et seigneurie mouvant de vous*, il doit ensuite déclarer à quel titre il tient le dit fief et requiert à ce qu'il plaise au seigneur le recevoir et ensuite faire serment de bien et fidèlement servir son seigneur, de le défendre envers et contre tous dans le soutien et possession de son domaine duquel il relève, tant de sa personne que de celle de ses vassaux, et de l'avertir, lui et ses successeurs, s'il apprend qu'il se fasse ou trame quelque chose contre sa personne et son domaine ». Et l'auteur ajoute: « Si le seigneur est absent, et qu'il n'y ait personne qui ait charge pour lui de la recevoir, la loi ordonne, afin que le vassal ne se soit pas transporté inutilement au lieu seigneurial du fief dominant, qu'il fasse la foy et hommage et les offres devant la principale porte du manoir, après avoir appelé à haute voix le seigneur par trois fois. Outre la foy et hommage, il faut que le vassal fasse offre à son seigneur des droits qu'il lui doit à cause de la mutation de vassal arrivée en sa personne. »⁽²⁹⁾

La deuxième obligation du seigneur était de préparer et remettre à l'intendant, sous un délai de quarante jours, un *Aveu et dé-*

(29) Cf. *Traité de la loi des Fiefs*, par François-Joseph Cugnet, Ecuier, Seigneur de St-Etienne, etc. Chez Guillaume Brown, Québec, MDCCLXXV.

nombrement de son domaine, consistant en un plan descriptif et un recensement de ses habitants, de l'étendue des concessions qui leur avaient été faites et des charges dont elles étaient grevées ainsi que divers autres détails destinés aux statistiques de la colonie. S'il faisait des concessions en arrière-fief à même son domaine, il était tenu de les indiquer, car le sous-seigneur rendait foi et hommage, aveu et dénombrement au seigneur qui lui avait sous-concédé son arrière-fief et c'est celui-ci qui devait en faire rapport à la Couronne dans l'aveu et dénombrement de sa seigneurie. Ce document était également dressé par acte notarié; on en trouvera un exemple aux appendices qui suivent cette étude.

Une troisième condition de la concession d'une seigneurie consistait en la *réserve des terres et forêts* dont le roi pouvait avoir besoin pour la défense de son royaume et celle des *bois de chêne* qui s'y trouvaient pour la construction de ses vaisseaux, ainsi que celle des *mines et minerais* que la Couronne se réserve encore dans les titres qu'elle concède en franc-alleu. Le seigneur était également tenu de *fournir les chemins* des grandes routes de communication qui passaient sur ses terres et dont les divers tronçons furent soudés, de Québec à Montréal, par le grand voyer Lanoullier de Boisclerc en 1734.

Le droit de *quint* obligeait le seigneur qui voulait vendre son fief à verser à la Couronne un cinquième du prix de vente. Cette disposition fut établie pour empêcher les spéculations sur les concessions de fiefs, dont l'objet primordial était de favoriser l'établissement des colons. En effet, le but principal de l'octroi d'une seigneurie étant de pourvoir au défrichement des terres incultes du pays et à l'établissement stable de cultivateurs de bonne foi, mais nullement celui de favoriser des courtisans qui pourraient ensuite spéculer sur la revente des domaines ainsi octroyés, on peut dire que l'obligation de concéder les terrains disponibles de son territoire à tous ceux qui voulaient s'y établir, aux conditions réglées par la coutume, consti-

tuait l'assiette fondamentale du régime seigneurial canadien. Le premier arrêt de Marly, qui assimilait le rôle du seigneur à celui d'Agent des Terres de la Couronne, le démontre à l'évidence.

Ce droit de quint était imposé par la Coutume de Paris. Pour les concessions faites en vertu de la Coutume de Vexin-le-Français, elles imposaient, au lieu du quint, lors des mutations par vente et même par succession collatérale, un droit de *relief* ou *rachat*, consistant en une année du revenu de la seigneurie « ou l'équivalent de cette somme à dire de prud'hommes », payable une fois pour l'année, quand même il y aurait plusieurs mutations dans une même année, car le revenu d'une année ne peut se doubler ou tripler par fiction de la loi. La Coutume de Paris ayant été exclusivement mise en vigueur au Canada lors de la révocation de la charte des Cent-Associés en 1663, le droit de relief ne fut plus stipulé après cette date. Quant au droit de *relevoison* établi par la Coutume d'Orléans au lieu du relief, il était inconnu en ce pays, ainsi que le droit de *requint*.

Enfin, la principale condition d'octroi d'une seigneurie étant d'assurer la colonisation du pays, l'obligation pour le concessionnaire *d'y tenir feu et lieu*, c'est-à-dire d'y habiter, et de faire observer la même règle par ses censitaires, était expressément stipulée dans le titre de concession. S'il y eut des abus dans l'observance de cette obligation, par suite de favoritisme à l'endroit de certains personnages, les ordonnances des intendants tendirent constamment à les réprimer.

(B) *Droits du seigneur canadien*

En retour de ces devoirs, le seigneur, qui recevait ainsi certaines attributions du pouvoir royal, avait droit à des honneurs destinés à marquer son autorité, ainsi qu'à des compensations matérielles pour l'exercice de ses fonctions. Indiquons-les brièvement:

Le droit de *justice* et son étendue étaient nommément indi-

qués dans le décret de concession. Il se divisait en *haute, moyenne et basse* justice et pouvait être conféré pleinement ou restrictivement; mais lorsque le droit de haute justice était conféré, il comportait généralement les deux autres.

La *haute* justice donnait complète juridiction criminelle, excepté pour les crimes de lèse-majesté divine et humaine, fausse monnaie, port d'armes, assemblées illicites et assassinats, avec droit de condamner à l'amende, à l'emprisonnement, au carcan, au bannissement, à la marque du fer rouge, et même à la peine capitale; en matière civile elle donnait juridiction complète. La *moyenne* justice connaissait des actions civiles, réelles et personnelles, et des délits punissables d'amende jusqu'au maximum de soixante sols parisis. La *basse* justice limitait la juridiction des affaires personnelles jusqu'à soixante sols et celle des délits jusqu'à une amende de dix sols parisis. On voit donc la différence considérable qui existait entre les pouvoirs de haute justice et des deux autres; empressons-nous cependant d'ajouter que les seigneurs s'en sont rarement prévalu, surtout en matière criminelle; dans les seigneuries importantes, ils nommaient des juges pour remplir cette fonction, mais, la plupart du temps, ils préféraient soumettre la cause directement au Conseil Souverain (plus tard Conseil Supérieur) auquel il y avait d'ailleurs appel de leurs décisions.

Les jugements devaient être basés sur la Coutume de Paris, mais comme la plupart des seigneurs étaient plus ou moins renseignés sur ses dispositions, ils jugeaient plutôt suivant l'équité et souvent les paroissiens s'en rapportaient au curé pour le règlement de leurs disputes⁽³⁰⁾.

Quant aux *honneurs* réclamés par le seigneur canadien *dans les églises*, un jugement du Conseil Supérieur en date du 8 juillet

(30) Le baron de La Hontan, dont les observations sur les choses d'Amérique sont souvent divertissantes, si elles ne sont pas toujours justes, dit à ce sujet que « la déesse de la Justice n'est peut-être pas plus chaste ici qu'en France, mais si elle se vend, son prix y est beaucoup moins élevé vu qu'il n'y a pas d'avocats en cet heureux pays. »

1709 les règle comme suit: (a) Le seigneur a droit à un banc spécial à l'endroit le plus honorable qui est la droite en entrant dans l'église, à distance de quatre pieds du balustre mais qui ne devra pas dépasser la profondeur de deux bancs ordinaires. (b) Dans toutes processions religieuses et dans toutes fêtes et cérémonies, telles que la Chandeleur, les Cendres, les Rameaux, etc., il aura préséance sur tous autres laïques de la paroisse et viendra immédiatement après le curé. (c) Il aura également droit à l'aspersion de l'eau bénite et à l'offrande du pain bénit à la messe avant tous autres paroissiens. (d) A son décès il aura droit d'être inhumé dans le sous-sol de l'église à l'endroit qu'il aura choisi⁽³¹⁾.

Un autre honneur traditionnellement rendu au seigneur canadien consistait dans la *plantation du mai* dont Philippe Aubert de Gaspé nous décrit la cérémonie au chapitre 27 de son livre charmant: *Les Anciens Canadiens*. C'était un mâât fait d'un sapin haut et droit dont on avait enlevé l'écorce à l'exception du *bouquet* de la tête et qu'on plantait, en face de la porte principale du manoir, le premier de mai (d'où son appellation) au milieu de réjouissances qui duraient toute la journée. Cette cérémonie nous fournit un indice de la cordialité des relations qui existaient entre le seigneur canadien et ses censitaires; elles contrastaient grandement avec les conditions de vie de la féodalité française.

Faisons maintenant la revue des droits et redevances que le seigneur pouvait imposer à ses concessionnaires en indiquant les droits et obligations de ceux-ci.

(C) *Droits et obligations des censitaires canadiens.*

Nous avons vu que les seigneurs canadiens étaient tenus de concéder aux colons les terres de leurs seigneuries; en retour ils avaient

(31) C'était généralement au-dessous du banc seigneurial et, la plupart du temps, une plaque de marbre scellée dans le mur de l'église à cet endroit rappelle les noms des seigneurs défunts.

droit à certaines redevances qui sont peu nombreuses et fort différentes de celles du régime féodal de France, et c'est à peine si quelques-unes s'y apparentent par le nom.

1° Les concessions se faisaient, la plupart du temps, « en censive » ou, très rarement, en « franc-alleu roturier ».

La *censive* consistait en une redevance annuelle et d'un chiffre nominal appelée *cens* (du latin *census*=tribut) imposée à perpétuité à raison d'un sou ou deux par arpent de front sur quarante de profondeur du terrain concédé, comme reconnaissance du domaine direct du seigneur ou bailleur de l'héritage. Elle était invariablement accompagnée d'une *rente* annuelle d'un ou deux sous par arpent en superficie de la terre, payable en argent ou en nature (chapons ou grains) et parfois en ces deux modes. Par ce moyen, le colon pouvait obtenir une terre sans avoir à en déboursier le prix d'achat. Le paiement des cens et rentes se faisait chez le seigneur le jour de la Saint-Martin (11 novembre), après avis donné à la porte de l'église le dimanche précédent, et l'accomplissement de cette obligation donnait parfois lieu à des scènes pittoresque dans la cour du manoir.

Le *franc-alleu roturier* indiquait une concession libre de tous droits seigneuriaux, soit en pur don ou moyennant un prix capital payable comptant ou à termes. Le concessionnaire en censive pouvait commuer ses redevances annuelles en une somme capitale *du consentement de son créancier* et nous verrons qu'une des dispositions de l'abolition de la tenure seigneuriale en 1854 donnait au censitaire le droit *d'exiger* la commutation de ses redevances à son gré.

2° Lorsqu'une propriété soumise aux droits seigneuriaux changeait de propriétaire, soit par vente, don ou héritage (à l'exception des successions en ligne directe), le seigneur avait droit de réclamer le paiement des *lods et ventes*⁽³²⁾ consistant en un douzième du prix de vente ou de la valeur de l'héritage. Ce droit était payable dans les

(32) L'étymologie de *lods* semble dériver de l'ancien mot allemand *laod* = fardeau, dont l'anglais a fait *load*.

quarante jours du changement de propriétaire, mais celui à qui il était dû en remettait habituellement le tiers. Cette imposition avait pour but d'assurer la stabilité des établissements agricoles.

3° Si le vendeur était tenté de s'entendre avec l'acheteur pour indiquer un chiffre de vente inférieur au prix réel afin d'avoir à payer une somme moins élevée pour les lods et vente, il courait le risque d'être pris à son piège, car le seigneur avait droit d'exercer le *retrait* en remboursant à l'acquéreur le prix ainsi mentionné et les loyaux coûts, dans les quarante jours après en avoir reçu avis, et il devenait alors acquéreur de l'immeuble vendu.

Un parent du vendeur pouvait pareillement exercer le *retrait lignager* afin de conserver l'héritage dans la famille.

4° La *banalité* constituait, pour ainsi dire, une prérogative à revers, car elle imposait au seigneur la charge de construire un moulin sur son fief pour y moudre le grain de ses censitaires et à ceux-ci l'obligation d'y faire moudre exclusivement, moyennant redevance d'un minot de grain par quatorze de mouture. Ces moulins étaient mus par le vent ou par la force hydraulique, les premiers étant généralement en maçonnerie et de forme circulaire avec aménagement de meurtrières pour s'y défendre en cas d'attaque. Si le vent ne le mettait pas en action dans un délai de 48 heures à compter de sa réquisition, on pouvait alors aller chez le voisin⁽³³⁾. Un semblable droit de banalité fut aussi stipulé pour un four à cuire le pain, mais comme il n'était guère possible d'y porter la pâte qui gelait en hiver, cette disposition fut rappelée sur recommandation de l'intendant Raudot.

5° La *corvée* est peut-être celle des obligations du censitaire canadien qui ressemble le plus à la condition de servitude des serfs

(33) Un curieux procès eut lieu, au commencement du siècle dernier, entre les Messieurs de Saint-Sulpice et un nommé Fleming qui avait construit, près de Lachine, un moulin à vent à l'encontre du droit exclusif de ces Messieurs, seigneurs de l'île de Montréal, en prétendant que le vent étant propriété publique il pouvait l'utiliser comme eux. On voit encore la structure imposante de ce moulin, en forme de cône à quatre étages, dans le parc municipal de Ville Lasalle, près du chemin de fer.

français sous le régime féodal, bien qu'elle fût ici réduite à sa plus simple expression et qu'elle dût faire l'objet d'une entente préalable dans le titre de concession; c'est dire qu'elle prenait ici la forme d'une convention *librement arrêtée* entre deux parties contractantes. Elle consistait en un certain nombre de journées de travail, ordinairement trois par année (au temps des semailles, de la fenaison et de la récolte), que le censitaire devait fournir au seigneur mais dont il pouvait se libérer en payant 40 sols par journée de travail ainsi enlevée. Si le seigneur invoquait l'article 71 de la Coutume de Paris, pour en exiger un plus grand nombre, les décisions des intendants les réduisaient à une journée supplémentaire pour la saison des labours. L'intendant Bégon fit même une recommandation à l'effet d'abolir entièrement cette servitude au Canada, mais bien qu'une clause fût introduite à cet effet dans l'arrêt général du mois de mai 1717 qui révisait en entier le régime seigneurial au Canada⁽³⁴⁾, il semble que les choses soient restées dans le *statu quo*. La corvée pesait sans doute plus lourdement que toute autre charge aux censitaires canadiens puisqu'en 1843 ils représentaient aux Commissaires chargés de s'enquérir des conditions de la tenure seigneuriale que « ce vestige de servitude est humiliant pour des citoyens britanniques jouissant des bienfaits de la démocratie ». Elle fut au nombre des droits abolis par l'Acte seigneurial de 1854, mais il en subsista des traces jusqu'à la fin du XIXe siècle relativement aux travaux publics auxquels tous les contribuables d'une municipalité devaient collaborer.

N'oublions pas non plus que le roi pouvait, aux termes d'une ordonnance édictée en 1706⁽³⁵⁾ requérir la « corvée du Roy » pour la construction des ouvrages de défense, des ponts, chemins et autres travaux publics de la colonie et il va de soi que cette obligation s'étendait également au seigneur et aux censitaires. C'était une mesure d'in-

(34) Voir *Lettres Patentes pour l'établissement de la « Compagnie d'Occident »* au Vol. I des *Edits et Ordonnances Royaux*, pages 377 à 387.

(35) Cf. *Edits et ordonnances*, Vol. II, page 137.

térêt public qui n'avait aucunement le caractère d'une redevance seigneuriale.

6° Il nous reste à signaler le *droit de pêche* aux termes duquel certains seigneurs pouvaient réclamer, sur les cours d'eau compris dans le territoire de leur seigneurie, le prélèvement d'un poisson sur onze pêchés par leurs censitaires ou par les membres de leurs familles, mais ce droit n'a été exercé qu'en de rares occasions; lorsque les habitants mettaient la pêche à profit pour en vendre le produit, avons indiquées: on devait le saluer respectueusement lorsqu'on le à titre de commutation de son revenu du onzième poisson pêché.

Seigneurie et Noblesse

Au Canada, la concession d'un fief ne comportait pas nécessairement l'anoblissement de son titulaire, à moins qu'elle ne fût faite par décret royal qui le déclarât expressément. Le seigneur canadien était l'objet de grandes déférences en outre des prérogatives que nous rencontrait, céder le droit de chemin à son équipage et rester debout le seigneur se contentait d'exiger un droit fixe pour toute la saison, en sa présence jusqu'à ce qu'il invitât son visiteur à s'asseoir. Mais ces marques de respect ne l'anoblissaient pas plus que l'emploi de la particule « de » qui indiquait simplement le territoire de son fief. Charles Lemoyne avait onze fils qui sont connus dans l'histoire sous le nom des terres qu'il leur avait attribuées tels que de Longueuil, d'Iberville, de Bienville, de Sainte-Hélène, de Maricourt, de Sérigny, de Châteauguay; celle de Longueuil accordée à l'aîné de ses fils fut la seule érigée en baronnie, et même longtemps après sa concession.

Les sobriquets tels que Durand dit Des Marchais, Tétrault dit Du Charme, Duclos dit De Celles, Quentin Dubois, Huet Dulude, Legault Deslauriers sont à l'origine d'un grand nombre de noms canadiens sans que ces particules n'indiquent la possession d'un domaine. Dans les familles où les prénoms étaient souvent identiques, on ajoutait un qualificatif au nom patronymique afin d'en distinguer

les divers membres et ce surnom finissait par rester en usage; aussi la particule ou l'article indiquent-ils le plus souvent un surnom ou un sobriquet. Dans la famille Gérin dit Lajoie, ce dernier nom est assurément un sobriquet, et, dans la suite des temps, un descendant réunit ces deux noms par un trait d'union tandis que ses deux fils les partagent, l'un d'eux adoptant le nom de Gérin et l'autre celui de Lajoie.

Il existait toutefois une noblesse *sans titre* dont les bénéficiaires étaient désignés sous le qualificatif de « gentilshommes ». Le roi leur conférait habituellement cette dignité sur recommandation du gouverneur pour services rendus, ou par faveur spéciale, et elle se transmettait à leurs descendants. Comme ce privilégié n'était pas exempté de payer les impôts et que son titre ne lui rapportait aucun revenu, sa situation financière était souvent précaire et le roi lui permettait de se livrer au commerce pour subsister, chose qui n'aurait pas été tolérée en France. Les actes notariés disaient aussi « noble homme ».

Les titres de noblesse territoriale conférés au Canada sont très peu nombreux et l'authenticité de quelques-uns d'entre eux est même hypothétique. Ils se réduisent aux suivants :

1° En 1624 la seigneurie du Cap Tourmente fut accordée en baronnie, par décret royal, à Guillaume de Caën pour le récompenser de ses efforts, risques et difficultés dans la colonisation de la Nouvelle-France, mais il ne vint jamais résider en ce pays.

2° Philippe Mius d'Entremont aurait été créé « baron de Po-bomcoup » en Acadie, sur recommandation de Saint-Etienne de la Tour en 1653; cet endroit porte aujourd'hui le nom déformé de Pubnico en Nouvelle-Ecosse et aucune baronnie n'y est attachée.

3° Le fief noble de Coulonge fut attribué « en chatellenie » à Louis d'Ailleboust par la Compagnie des Cent-Associés en 1656; on peut en suivre la succession dans la savante monographie de la famille d'Ailleboust publiée par Aegidius Fauteux.

4° Le fameux intendant Jean Talon, qui donna une si grande impulsion au développement de la Nouvelle-France, fut créé « baron

des Islets » en 1671 et, quatre ans plus tard, sa baronnie était érigée en comté sous le nom de d'Orsainville.

5° L'évêque de Québec ayant cédé l'île d'Orléans à François Berthelot en échange de l'île Jésus en 1675, cette seigneurie fut élevée à la dignité de comté l'année suivante et Berthelot devint alors « comte de Saint-Laurent ». Il ne vint jamais au Canada.

6° Jacques Le Neuf de la Poterie, qui appartenait à la noblesse de France, avait reçu la seigneurie de Portneuf qu'il transmit à sa fille Marie-Anne, épouse de René Robineau de Bécancour et, en 1681, celui-ci fut créé « baron de Portneuf » en récompense de ses services.

7° Enfin Charles Le Moyne, qui avait été élevé à la noblesse non titrée à cause de sa seigneurie de Longueuil en 1668, transmit ce fief à son fils aîné Charles qui agrandit considérablement son domaine, y construisit un manoir fortifié et fut élevé à la baronnie en 1700. Par le mariage de la dernière descendante de ce nom au capitaine Grant en 1781, ce titre appartient aujourd'hui aux descendants de cette famille qui habite en Angleterre.

Ajoutons, à titre de curiosité, que nous trouvons incidemment la mention, dans nos documents officiels, de deux marquisats dont les titres n'apparaissent nulle part. Le premier est celui de « marquis du Sablé » dont Le Neuf de la Vallière s'est qualifié en 1686 dans un acte de vente à Charles Aubert de la Chesnaye, et l'autre est attribué à Robert Giffard sous le nom de « marquis de Beauport » dans le rapport dressé par Gédéon de Catalogne sur les seigneuries du Canada en 1712, mais rien ne semble justifier cet octroi de titres. Il est vrai que la Compagnie des Cent-Associés, ainsi que celle des Indes Occidentales avaient reçu, par leurs chartes, le pouvoir d'accorder des titres de noblesse, mais ces faveurs étaient sujettes à confirmation par l'autorité royale; il est donc possible que ces marquisats aient été précédemment conférés par l'une ou l'autre de ces compagnies, mais que leurs lettres de noblesse soient restées inopérantes faute de ratification. Le « marquisat du Sablé » se réduisait à dix arpents de terre dans la ville des Trois-Rivières.

Enfin Benjamin Sulte nous parle avec humour⁽³⁶⁾ d'un certain Michel de Saint-Martin, « sieur de la Mare du Désert, etc. », qui vivait à Caën en France, et qui acheta le titre de « Marquis de Miscou » sans qu'aucune concession ne l'eût rattaché à cette île de la baie des Chaleurs, sauf le fait que son père y avait autrefois fait la pêche. C'était un original avide d'honneurs qui fut dupe d'une comédie montée à ses dépens par des loustics de sa ville.

Remarquons cependant que les possesseurs de titres de noblesse en France, tels que Charles d'Ailleboust des Musseaux, les Le Gardeur de Repentigny et de Tilly, etc., avaient droit de les conserver après leur arrivée au Canada, sans qu'aucun domaine y fût attaché en ce pays.

La question de ces titres semble réglée par l'affirmation catégorique de Cugnet, jurisconsulte éminent qui a vécu sous le régime français et qui déclare dans son *Traité de la loi des fiefs*, publié sous le régime anglais en 1775: « *Il n'y a, en cette province, que deux comtés qui sont l'Isle d'Orléans et Dorsainville, et deux baronies qui sont Longueuil et Portneuf. Les comtés de l'Isle d'Orléans et Dorsainville ainsi que la baronie de Port-Neuf aiant été aliénés, en ont perdu les titres de dignité. Ils ont retourné au Prince, comme au centre et à la source d'où proviennent toutes les dignités* ».

On peut donc conclure de cet exposé que les principes de la véritable démocratie ont été implantés en Nouvelle-France longtemps avant les revendications sanglantes de la Révolution française et que la condition du censitaire canadien était infiniment plus favorable que celle de son cousin moyenâgeux de France. Nous verrons cependant que même la trace d'une dépendance a disparu, sans heurts ni frictions, par le concours des bonnes volontés et en toute justice pour les « droits acquis », dans le siècle qui va suivre.

(36) Voir son article sur « l'Ancienne noblesse du Canada » dans la *Revue canadienne* de juin 1885, réédité au volume 7 de ses *Mélanges historiques* par Gérard Malchelosse.

Sous le régime anglais.

Par l'article XXXVII de la capitulation de Montréal, le gouverneur de Vaudreuil avait demandé que « *les dits Seigneurs de Terres, les Officiers militaires et de Justice, les Canadiens tant des villes que des campagnes, les Français établis ou commerçant dans toute l'étendue de la colonie de Canada, et toutes autres personnes que ce puissent être &c, conserveront l'Entière paisible propriété et possession de leurs biens Seigneuriaux et Roturiers, meubles et immeubles, marchandises, pelleteries et autres effets, même de leurs bâtiments de mer; il n'y sera point touché ni fait le moindre dommage, sous quelque prétexte que ce soit* ». A quoi le général Amherst avait répondu: « *Accordé comme par l'article XXXVI* » (c'est-à-dire: « *Si, par le traité de paix, le Canada reste à Sa Majesté Britannique* »).

Et, de fait, le traité de Paris qui cédait définitivement le Canada à l'Angleterre confirma cette entente et garantit aux nouveaux sujets de Sa Majesté Britannique l'exercice de leur religion et l'usage de leurs lois et coutumes, leur permettant aussi de se retirer ailleurs, si bon leur semblait, pourvu qu'ils vendissent leurs terres à des sujets britanniques. Plusieurs Anglais en profitèrent pour acheter des seigneuries à prix réduit dans le but d'en réaliser de beaux profits, et d'autres obtinrent même de nouvelles concessions seigneuriales sous ce nouveau régime en vertu des anciennes coutumes. M. Pierre-Georges Roy en a relevé huit dont les titres sont mentionnés à son *Inventaire des concessions en fiefs et seigneuries* comme suit:

1°. La seigneurie de Murray-Bay concédée au capitaine John Nairne le 27 avril 1762;

2°. Celle de Mount-Murray au lieutenant Malcolm Fraser le même jour;

3°. Celle de Shoolbred, dans la baie des Chaleurs, à John Shoolbred, marchand de Londres, le 24 juillet 1788.

4°. Celle de Saint-George, dans Sherrington, à François Langue-doc le 21 juin 1823;

5°. Celle de Saint-James, aussi dans Sherrington, à James McCallum, le 13 février 1824;

6°. Celle de Saint-Normand, aussi dans Sherrington, au même James McCallum le même jour;

7°. Celle d'Argyle, dans le comté de Hamilton, aux héritiers de William Ross le 12 avril 1824;

Et 8°. Celle de Thwaite, dans Sherrington, au Très Révérend Jacob Mountain, évêque épiscopalien de Québec, le 4 juin 1824.

Les cinq dernières ont été consenties en *franc-alleu noble*, c'est-à-dire sans redevances.

Ceux qui avaient acheté des seigneuries comme placement de capitaux productifs de revenus furent parfois tentés de pressurer leurs censitaires et ceux-ci n'avaient plus la ressource de recourir à l'intendant pour se faire traiter avec équité au moyen d'une ordonnance, car le nouveau régime s'était empressé d'abolir cette charge importante afin de ne pas amoindrir l'autorité du gouverneur.

D'autre part, les juges envoyés par l'Angleterre pour administrer la loi canadienne n'avaient pas eu le temps de démêler l'écheveau compliqué des coutumes, édits et ordonnances, souvent contradictoires, qui n'étaient pas encore codifiés mais qui étaient conservés en manuscrit aux archives coloniales, sans ordre ni index. Ils appelaient alors un notaire à témoigner comme expert et ils rendaient leurs décisions rigidement, suivant la lettre de la « coutume », ainsi qu'ils y avaient été habitués en Angleterre, sans songer qu'il pouvait y avoir des titres dérogeant à la coutume, et qu'autrefois les intendants avaient égard aux circonstances atténuantes pour rendre des *ordonnances* en rapport avec l'équité quand les textes pouvaient perpétrer une injustice. Ils commirent même l'erreur de croire que les concessions « en censive » correspondaient au système du « *copyhold* » anglais qui consistait tout simplement à inscrire le nom du

concessionnaire au registre du *landlord*, sans contrat ni conditions arrêtées dans un titre, mais seulement suivant la coutume.

Le gouverneur Murray, et sir Guy Carleton à sa suite, s'efforcèrent cependant de mettre en vigueur les *Coutumes* françaises de droit écrit et la jurisprudence établie par les intendants; Carleton les fit même codifier par un « *Select Committee of Canadian Gentlemen well skilled in the laws of France and of that Province* »⁽³⁷⁾, particulièrement en ce qui se rattachait à la tenure des terres, mais il eut à lutter contre l'*attorney general* Francis Masères, anglais de descendance huguenote, qui voulait introduire à tout prix les lois et coutumes d'Angleterre dans ce pays, et il se vit obligé de se rendre à Londres où il réussit à faire adopter l'*Acte de Québec* par le Parlement britannique en 1774.

Cette loi confirmait les droits et privilèges du clergé catholique et plaçait toutes les questions relatives aux biens et aux droits civils du Québec sous l'autorité des *Coutumes* et de la procédure françaises, telles qu'elles existaient avant la cession. Son adoption fut très sensible aux Canadiens-français et contribua, dans une bonne mesure, à les attacher à la couronne britannique, mais elle créa nombre de protestations de la part des anglicisants. Les colonies de la Nouvelle-Angleterre ayant levé, dans le même temps, l'étendard de la révolte et tenté d'entraîner le Canada à faire cause commune avec elles, la majorité des Canadiens d'origine française prêta plutôt main forte à ses seigneurs aux fins de repousser l'envahisseur, et la défense commune de la patrie fit oublier ces divergences d'opinions. Cerné par les troupes américaines à Montréal, Carleton dut même son salut à la bravoure d'un capitaine de barge canadien-français qui le conduisit sain et sauf à Québec au risque de sa vie.

La proclamation de l'indépendance des Etats-Unis eut pour effet d'apporter au Canada l'appoint d'un groupe important de loyaux sujets de Sa Majesté qui firent le sacrifice de leurs établissements dans

(37) Frs.-J. Cugnet, secrétaire français du gouverneur, en était le rapporteur.

la nouvelle république afin de rester fidèles à la couronne anglaise. Ils sont connus dans l'histoire sous le nom de *United Empire Loyalists* et s'établirent dans les provinces maritimes, dans l'Ontario et dans les Cantons de l'Est de la province de Québec où ils obtinrent de la Couronne des concessions de terres en *franc et commun soccage*, c'est-à-dire, en pleine propriété sans redevance annuelle attachée à leur titre de concession, suivant les termes du statut impérial 12 Charles II chapitre 24 (1672), et cet exemple ne tarda pas à tenter nombre de censitaires qui voulurent se prévaloir de ce système du *dominium plenum* au lieu de rester sous la dépendance d'un seigneur.

Quelques propriétaires de seigneuries étaient également favorables à un tel changement qui leur aurait permis de vendre à prix fixe, au lieu de concéder à titre de rente annuelle et perpétuelle, les terres encore disponibles de leurs domaines; c'est dans ce but que le 14 février 1788, le conseiller législatif de Lanaudière sollicitait l'échange de tenure de sa seigneurie en celle de franc et commun soccage. Il prépara, à cet effet, une revue générale du système de concessions en fief se terminant par une recommandation d'autoriser cette conversion en faveur de tous ceux qui voudraient s'en prévaloir, et le solliciteur général Williams fit de même. En 1790, le Conseil législatif adopta une résolution à cet effet, mais elle fut désavouée par le juge Mabane qui invoqua les droits acquis par l'Acte de Québec en faveur des habitants natifs de cette province dont les préférences semblaient être en majorité pour le maintien du système actuel⁽³⁸⁾. L'Acte Constitutionnel de 1791 qui divisait le pays en Haut et Bas-Canada l'année suivante et qui instituait la réserve d'un septième des terres de la Couronne pour le soutien du clergé protestant vint apporter un nouvel obstacle à l'adoption de cette mesure qui fut abandonnée pour le moment.

(38) Cf. *Extrait des Procédés d'un Comité de tout le Conseil quant à un changement des présentes Tenures dans la province de Québec en Franc et Commun Socage*. Québec MDCCXC. (Brochure qui donne, en regard l'un de l'autre, les textes anglais et français de ce rapport et qui est rarissime en librairie).

Nombre de seigneuries ayant été achetées par des Anglais protestants dans le but d'en faire un placement productif de bons revenus, les censitaires trouvèrent, chez plusieurs de ces nouveaux maîtres, un créancier inexorablement intéressé à faire produire son domaine au lieu de s'occuper en même temps de leur bien-être. De son côté, le clergé catholique y perdait fortement par suite de la suppression de ses dîmes sur des terres dont le détenteur était maintenant protestant et qui concédait de préférence à des colons de même religion. Même les notaires étaient hostiles à cet état de choses du fait que les tenanciers anglais se passaient plus volontiers de leurs services, et la formation d'une compagnie de spéculation sur les terres, sous le nom de *British American Land Company*, en 1825, vint mettre le comble à leur mécontentement⁽³⁹⁾.

Cette question de tenure seigneuriale, des modifications qu'il conviendrait de lui faire subir, de sa commutation et même de son abolition, passionna les esprits et alimenta les discussions politiques, non seulement au Canada, mais même en Angleterre, pendant plus d'un demi-siècle. Contentons-nous d'en résumer les principales étapes:

En 1822, l'*Acte du Commerce du Canada*, adopté par le Parlement anglais, permettait au seigneur canadien de rendre sa seigneurie à la Couronne afin de recevoir le même territoire en franc-alleu moyennant paiement d'une indemnité à titre de commutation du droit de quint.

En 1825, l'*Acte de Commerce et Tenure du Canada* déclarait que les seigneurs qui avaient commué leurs seigneuries en vertu de l'acte de 1822 seraient tenus de donner le même avantage à leurs censitaires.

Comme les droits ainsi accordés par Londres n'étaient que facultatifs, les discussions continuèrent au Canada. Les seigneurs voulaient bien recevoir le titre de leurs domaines en franc-alleu, mais ils n'étaient pas empressés de les concéder au même titre; de leur côté,

(39) Cf. Heneker, *The Seigniorial Regime in Canada*, 1926.

les censitaires voulaient bien se libérer des droits seigneuriaux mais ils s'opposaient à l'octroi des seigneuries en franc-alleu. La Chambre d'Assemblée du Canada nomma un *Comité de l'Etat Civil du Gouvernement du Canada* dont le rapport, présenté en 1828, conduisit à l'adoption d'une nouvelle loi par le Parlement impérial en 1831 qui donnait à la législature provinciale pouvoir de légiférer en cette matière. La Chambre d'Assemblée de Québec adopta un projet de loi à ce sujet en 1832, mais il fut défait à la Chambre Haute.

Cependant cette question, jointe à celle du contrôle des subsides, à celle de l'indépendance des juges, et surtout à celle d'un gouvernement responsable au peuple, continuait à tourmenter les esprits. Les revendications populaires se concrétisèrent dans l'adoption des *Quatre-vingt-douze Résolutions* (1834) dont cinq en particulier demandaient le rappel de la loi de tenure adoptée en 1825 et auxquelles répondirent les *Dix Résolutions* de lord John Russell (1837). Le Parlement impérial ne s'était pas encore prononcé sur les questions soulevées dans ces documents que déjà l'insurrection éclatait. On en connaît les suites; disons seulement que lord Durham, chargé d'étudier la situation canadienne, présenta ses vues en concluant (1839) que le système de tenure seigneuriale était une anomalie sous le régime anglais, mais que cette question, étant de moindre importance que celle du gouvernement responsable, se réglerait avec le temps sans qu'il y eût nécessité de bouleverser le pays à son sujet.

L'Acte d'Union du Haut et du Bas-Canada, adopté comme résultat principal du rapport Durham, fusionnait ces deux provinces sous une seule administration politique, mais la tenure des terres n'intéressait pas la première où l'on ne connaissait que le franc et commun soccage tandis qu'elle restait toujours à l'état aigu dans la seconde. Dès 1841 le nouveau parlement demandait au gouverneur de nommer une commission d'étude qui fut constituée le 30 mars 1842; elle fut composée de MM. Vanfelson, McCord et Doucet, mais elle était remplacée, trois mois plus tard, par une autre, composée de MM. Alexander Buchanan, président, Joseph André Taschereau et James

Smith, qui fit rapport en 1843, soumettant trois alternatives pour un changement de tenure dont une fut adoptée en 1845 sous le titre d'*Acte pour faciliter la commutation volontaire de la tenure des terres en roture situées dans les fiefs et seigneuries du Bas-Canada en celle de franc-alleu roturier* qui fut amendé par un autre en 1849.

Quelques commutations furent faites en vertu de cette loi, mais on ne tarda pas à s'apercevoir qu'elle ne remplirait pas l'objet en vue à moins d'être impérative pour tous et, après une nouvelle tentative infructueuse en vertu de l'amendement de 1849, une autre commission fut nommée en 1851, composée de l'hon. L.-T. Drummond, président, et de MM. Badgley, Laterrière, Davignon, Boutillier, Polette, Guky, Lemieux et Armstrong pour préparer une loi définitive à ce sujet. M. Davignon fut remplacé par M. Chabot deux semaines plus tard pour cause d'absence et cette commission présenta son rapport le 29 août 1851. Un changement de ministère survenu dans l'intervalle en ayant retardé l'adoption, le projet de loi qu'elle proposait ne fut adopté par la Chambre d'Assemblée qu'en 1853, mais... ses épreuves n'étaient pas terminées car il fut défait au Conseil législatif.

Enfin, le peuple s'étant fortement prononcé pour l'abolition complète et impérative du régime seigneurial aux élections générales de 1854, le ministère MacNab-Morin fit passer, dès son entrée en fonctions, un *Acte pour l'Abolition des Droits et Devoirs Féodaux dans le Bas-Canada* qui reçut l'approbation des deux chambres et fut sanctionné par le gouverneur le 18 décembre 1854. Une autre loi, adoptée en même temps, complétait son oeuvre en abolissant les réserves de la Couronne et celles du clergé protestant.

Voyons les principales dispositions et le fonctionnement de cette *Magna Charta* du cultivateur canadien.

IV.—L'ABOLITION DE LA TENURE SEIGNEURIALE

Le but de cette loi est clairement indiqué dans la partie de son préambule qui dit: « Attendu qu'il est expédient d'abolir tous droits et devoirs féodaux dans le Bas Canada, soit qu'ils portent sur le cen-

sitaire ou sur le seigneur, et d'assurer une compensation raisonnable au dernier pour tout droit lucratif qu'il possède aujourd'hui légalement et qu'il perdra par telle abolition; et attendu qu'en considération des grands avantages qui doivent résulter pour la province de l'abolition des dits droits et devoirs féodaux et de la substitution d'une tenure libre à celle sous laquelle ont été tenues jusqu'ici les propriétés qui y sont sujettes, il est expédient d'aider le censitaire à racheter les dites charges ». Elle déclare en conséquence qu'après l'accomplissement des formalités prescrites « tout censitaire possèdera son fonds en *franc-alleu roturier*, libre de tous cens, lods et ventes, droit de banalité, droit de retrait et autres droits et charges féodales et seigneuriales... excepté la rente constituée qui sera substituée à tous droits et charges seigneuriales ». De son côté, le seigneur « sera libéré de tous droits de quint, relief ou autres droits... et ne pourra prétendre à aucuns droits honorifiques. Et nulle terre ne pourra, à l'avenir, être concédée autrement qu'en franc-alleu roturier »⁽⁴⁰⁾.

Aux fins de fixer équitablement les indemnités requises pour le rachat des droits, privilèges et prérogatives des seigneurs ainsi que le chiffre de la rente destinée à les remplacer, la loi pourvoyait à la nomination de commissaires chargés de s'enquérir de l'étendue des terres possédées par les censitaires dans chaque seigneurie, du chiffre des prestations en argent et en nature qu'ils étaient tenus de verser, de la valeur que pouvaient représenter les banalités, corvées, droits de lods et ventes et autres prérogatives, d'entendre les parties en cause dans chaque paroisse, avec droit d'exiger la production des titres de propriété, privilèges de concessions, contrats, livres de comptes et autres preuves documentaires, ainsi que d'assigner tous témoins, et même requérir l'assistance de l'autorité judiciaire, si la chose était nécessaire,

(40) Diverses seigneuries originaires concédées pour aider à la propagation de la foi ou pour oeuvres charitables, telles que celles du Séminaire de Montréal, des Révérends Pères Jésuites, des Religieuses de l'Hôtel-Dieu de Montréal, ainsi que celles de la Couronne et des Sauvages furent exemptées de l'application de la loi. D'autres dispositions furent prises plus tard à leur sujet.

afin de dresser un rapport sur lequel serait fixée l'indemnité qu'il conviendrait d'accorder pour ce rachat.

Des commissaires furent nommés à cet effet avec juridiction concurrente dans tout le Bas-Canada et mission à l'un ou l'autre d'entre eux de se transporter dans les paroisses pour y entendre les intéressés. Ce furent: MM. Norbert Dumas, Siméon Lelièvre, Henry Judah, Jean-Baptiste Varin, Joseph-Edouard Turcotte, Cyrille Delagrave, J.-G. Le Bel, Jean Chabot, Peter Winter et Louis Archambault; ces nominations furent fréquemment modifiées et les trois derniers n'ont pas signé de rapports. Au cas de contestations, soit par un seigneur ou par un groupe de douze censitaires, de l'évaluation ainsi faite par un commissaire, elle était soumise à un tribunal de trois arbitres dont un était nommé par chacune des deux parties en cause et le troisième par les deux ainsi nommés, avec droit de révision de cette sentence, dans certains cas spéciaux, par un bureau composé de trois de ces commissaires sur quatre d'entre eux spécialement désignés à cet effet par le gouverneur.

Les renseignements ainsi obtenus et les décisions rendues par les commissaires sur la valeur des droits qu'il s'agissait de racheter sont consignés dans sept volumes intitulés *Cadastrés abrégés des seigneuries du district de...* dont deux pour le district de Québec, trois pour celui de Montréal, un pour les Trois-Rivières et un pour les seigneuries de la Couronne. Ils ont été imprimés par Stewart Derbyshire et Georges Desbarats, imprimeurs de la Reine, à Québec en 1863, et contiennent les noms des seigneurs et des censitaires, le détail des redevances et l'évaluation des droits qui devaient être ainsi rachetés dans chaque seigneurie. Une disposition de la loi, qui est rapportée au chapitre 260 des Statuts Refondus de la province de Québec, 1925, déclare que la reconnaissance du domaine d'un seigneur ainsi établie par ce cadastre lui confère un titre de propriété sans qu'il soit nécessaire d'en faire d'autre preuve, car les commissaires ont eu toutes les facilités voulues pour examiner les titres des réclamants et entendre leurs contradicteurs avec preuves à l'appui.

Sur dépôt des tableaux, ainsi complétés, au siège du gouvernement à Québec et publication d'un avis à cet effet, toutes les terres mentionnées à ces cadastres devenaient automatiquement *en franc-alleu roturier*, mais elles restaient sujettes au paiement annuel d'une « *rente constituée* » représentant les droits ci-devant dus au seigneur, avec faculté de racheter cette imposition n'importe quand, en payant le capital calculé au taux de six pour cent sur la rente établie par les tableaux des commissaires.

Quant aux autres droits seigneuriaux qu'il s'agissait d'abolir, tels que les lods et ventes, droits de banalité, droits de retrait et autres droits et prérogatives des seigneurs, même ceux qui étaient purement honorifiques, ils furent simplement abolis moyennant une indemnité qui leur fut payée par le gouvernement. Et comme ils réclamaient des compensations pour nombre de prérogatives inopérantes et en particulier à titre de « propriétaires » de leurs seigneuries, les commissaires purent invoquer avec succès les dispositions de l'Arrêt de Marly pour les rejeter en déclarant que les seigneurs ne détenaient leurs fiefs qu'*en fidéli commis* pour la couronne « avec obligation de les concéder aux charges ordinaires à tous ceux qui voudraient s'y établir ». Mais d'autre part, les titres de leurs domaines et des terres qu'ils n'avaient pas encore concédées à des colons leur furent reconnus en pleine propriété sous la tenure de franc-alleu roturier, avec liberté d'en disposer à leur gré.

Les commissaires n'ayant pas qualité pour juger de l'existence ou de la validité légale de certains droits réclamés de part et d'autre, une *Cour seigneuriale* fut constituée aux termes de cette loi pour en disposer. Ce n'était pas une cour de justice à proprement parler, mais plutôt une *Commission* composée des juges de la Cour d'Appel et de la Cour Supérieure du Bas-Canada, les opinions de la majorité faisant loi. Elle était présidée par sir Louis-Hippolyte LaFontaine, juge en chef de la Cour du Banc de la Reine, et ses collègues étaient les honorables Edward Bowen, juge en chef de la Cour Supérieure, Aylwin, Duval et Caron, de la Cour d'Appel, Day, Smith, Vanfelson, C. Mondelet, Mere-

dith, Short, Badgley et Morin, de la Cour Supérieure. Le juge D. Mondelet refusa de siéger avec ses collègues vû qu'il était intéressé comme seigneur. Pendant que les juges puisnés de la Cour Supérieure étaient ainsi occupés en Cour Seigneuriale, les avocats Driscoll, Stewart, Gauthier, Taschereau, Parkin, Monk, Pelletier et Berthelot furent nommés juges-adjoints pour l'expédition des affaires judiciaires courantes⁽⁴¹⁾.

Le procureur général Lewis T. Drummond présenta à ce tribunal une série de quarante-six questions à élucider et les avocats des seigneurs en soumirent trente-trois autres. Les droits de la couronne étaient défendus par le procureur général avec le concours de MM. Angers, Barnard et Loranger, tandis que les seigneurs étaient représentés par MM. Dunkin, Mackay et Cherrier. Les censitaires ne se firent pas représenter⁽⁴²⁾.

Le rapport préparé par le juge en chef LaFontaine à la suite des délibérations de ce tribunal forme un lumineux exposé de toute la question et des raisons qui ont motivé les décisions prises à la majorité sinon à l'unanimité de ses membres, à l'exception du juge Vanfelson qui mourut au cours des délibérations. On les trouve aux volumes A et B des *Questions seigneuriales* dans la compilation *Lower Canada Reports* par MM. Lelièvre et Angers pour l'année 1856.

Parmi les décisions qui furent adoptées, il convient de noter les suivantes qui ont servi de base au règlement des diverses réclamations:

1°. Depuis l'Arrêt de Marly (1711) le seigneur *était tenu* de concéder les terres de sa seigneurie en censive *aux taux coutumiers*, et partant, il n'avait *aucun droit à la propriété* de ces terres dont il n'était que le fidéi-commissaire.

(41) M. Maréchal Nantel, bibliothécaire du barreau, m'a fourni ces renseignements avec son obligeance coutumière.

(42) La composition de cette Cour extraordinaire, comprenant les juges et les avocats des parties de part et d'autre, nous a été conservée dans une belle gravure qui porte leurs autographes et dont les rares exemplaires sont aujourd'hui très recherchés. On y voit en outre le greffier J.-U. Beaudry et le vieux messenger James Mimmey, mais l'avocat Barnard ne s'y trouve pas.

2°. Les cens et rentes *n'avaient jamais été uniformes*; ils variaient suivant les coutumes des diverses régions.

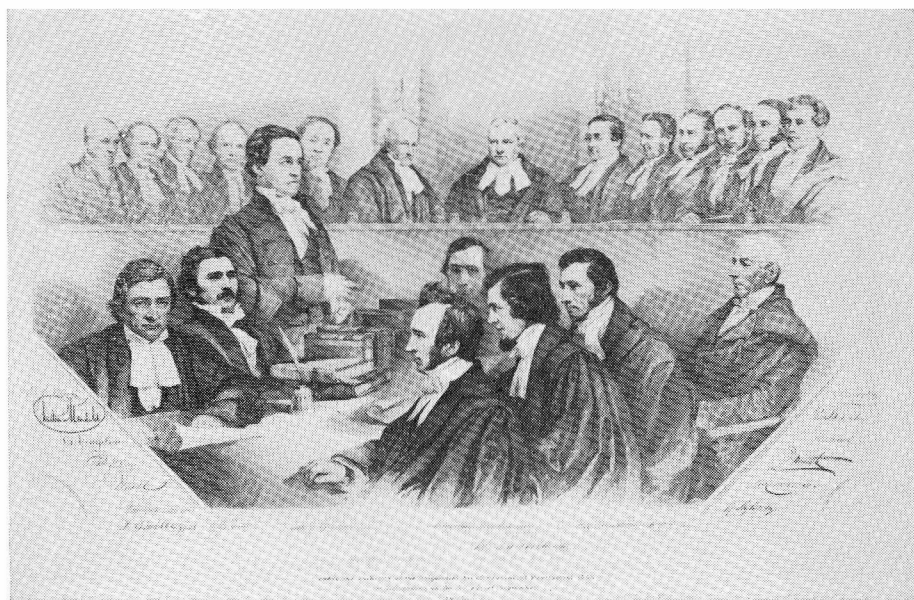
3°. Les censitaires *étaient tenus de payer les cens et rentes stipulés dans leurs contrats* de concession, même s'ils y avaient été établis à un chiffre plus élevé que celui de la coutume.

4°. Les lods et ventes, les banalités et les corvées constituaient des *réclamations légalement susceptibles* de rachat.

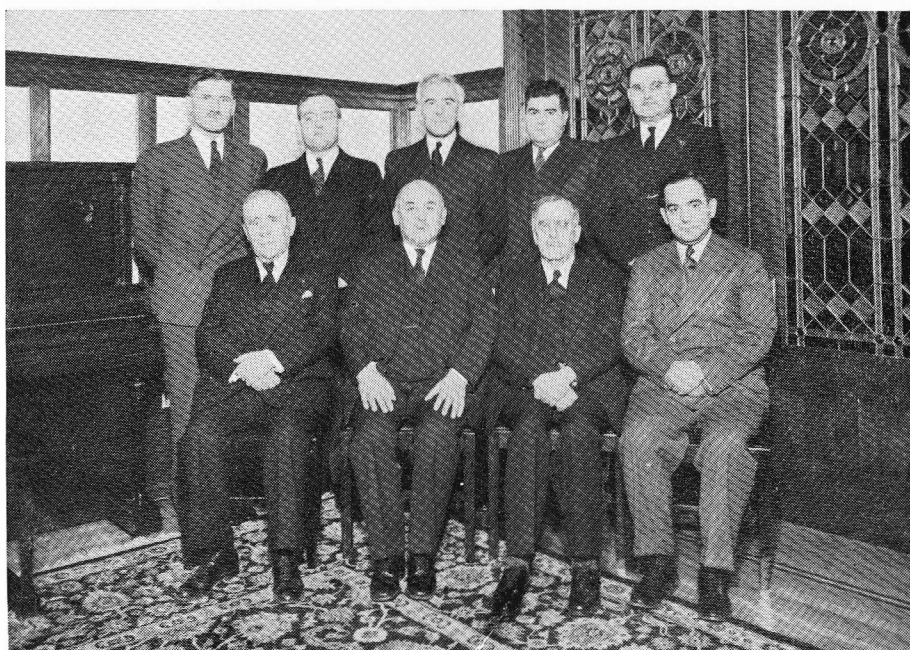
5°. Les prohibitions, réserves et nombre d'autres réclamations mineures *ne pouvaient donner droit* à aucune compensation.

Les sommes requises aux fins d'indemniser les seigneurs en retour de l'abolition de leurs droits féodaux et de pourvoir aux frais de mise à exécution de la loi s'élevèrent à dix millions de dollars, chiffre énorme pour cette époque; elles ne furent votées par le Gouvernement des Canadas-Unis (Haut et Bas-Canada) qu'au cours de la session de 1859, et comme cette indemnité ne profitait qu'au Bas-Canada, vu qu'il n'y avait aucune seigneurie dans la province soeur, une compensation lui fut versée pour apaiser ses récriminations. Nombre de seigneurs crièrent à l'injustice en se prétendant dépouillés sans compensation suffisante, mais la plupart furent satisfaits d'échanger des droits et honneurs plus ou moins illusoires pour un capital sonnante qui leur permettait de redorer des blasons ternis par les intempéries de deux siècles, tout en recevant un titre incontestable de propriété à leurs domaines.

De leur côté, les censitaires étaient libérés de toute servitude. Il ne leur restait plus qu'à acquitter une redevance annuelle devenue « rente constituée » et représentant l'intérêt d'un prix minime d'achat de leurs terres, avec droit de s'en libérer quand ils le désireraient par le paiement du capital, mais sans qu'on pût les y contraindre. Leurs relations avec leurs ci-devant supérieurs devenaient donc uniquement celles de débiteurs et créanciers appelés à traiter sur un pied d'égalité; mais comme cette transformation s'était faite en toute justice pour les intéressés, et sans acrimonie, les habitants canadiens gar-



La Cour Seigneuriale en 1855.



Le Syndicat National en 1940.

dèrent à leurs anciens seigneurs le respect qu'ils avaient toujours professé à leur égard.

Rachat des Rentes « dites » Seigneuriales.

Dans un siècle où la démocratie n'est pas un vain mot et dans un pays où la prospérité rend les capitaux librement accessibles aux entreprises légitimes, il fallait songer à trouver tôt ou tard une solution au problème, quelque minime qu'il fût, du paiement *perpétuel* des rentes constituées qui grevaient encore les immeubles des paroisses autrefois fondées sous le régime seigneurial.

Les propriétaires de ces immeubles ne voyaient pas sans envie leurs voisins des Cantons de l'Est et des autres terres concédées par la couronne « en franc et commun soccage » libérés de toutes autres obligations que le défrichement, tandis qu'ils étaient astreints au paiement d'une rente à *perpétuité*. Ils s'en accommodaient cependant assez volontiers en considérant cette redevance comme une taxe annuelle, semblable aux impôts municipaux et scolaires, mais lorsqu'un acquéreur avisé exigeait l'acquittement de cette charge en déduction du prix d'achat, tout comme une hypothèque dont le capital (et non le revenu) grevait l'immeuble à acquérir, ils se rendaient compte de l'infériorité de leur situation et réclamaient égalité de traitement.

Cette anomalie se présentait de façon plus frappante encore dans la seigneurie de l'île de Montréal, appartenant pour la plus grande partie aux Messieurs de Saint-Sulpice qui avaient été exemptés du rachat de 1854, mais qui y avaient consenti plus tard avec quelques modifications par accord volontaire leur conférant en particulier le droit de fixer le chiffre du capital de rachat *suivant la valeur acquise* de l'immeuble. Dans la ville de Montréal où la construction de bâtisses dispendieuses autorisait ainsi la fixation du capital de rachat à un chiffre proportionnel à la valeur d'amélioration, les notaires appelés à passer les contrats s'insurgèrent au nom de leurs clients lorsqu'ils furent mis en présence de ces réclamations.

Les choses étaient en cet état depuis plus d'un demi-siècle lorsqu'un homme énergique, sorti des rangs du peuple, voulut y porter remède. C'était le ministre actuel de la voirie et des travaux publics de la province de Québec, l'hon. T.-D. Bouchard.

Élu député du comté de Saint-Hyacinthe en 1912, il réclamait la municipalisation des rentes seigneuriales dès la première année de son entrée à l'Assemblée Législative; propriétaire d'un journal rural, il y entreprenait en même temps une campagne en faveur de la disparition des derniers vestiges de la féodalité canadienne avec le concours du gouvernement. Devenu maire de sa ville en même temps que député de son comté, il fit un historique de la question et des raisons qui militaient en faveur de son projet dans l'enceinte parlementaire en 1926⁽⁴³⁾ et revenait à la charge deux ans plus tard en présentant une mesure législative à cet effet. Cette troisième proposition, sans être adoptée, fit un pas de plus que les deux autres; elle fut retirée sur acceptation, par le gouvernement, d'une loi préliminaire ordonnant de faire dresser, par son bureau des statistiques, un relevé des seigneuries et de la valeur que représentaient, en capital et intérêt, les rentes qui y restaient encore attachées.

Appelé à la présidence de l'Assemblée Législative, le tenace député présentait pour la quatrième fois, en 1935, le projet de loi qu'il avait préparé et dont le premier ministre Taschereau se fit cette fois le parrain; elle fut adoptée le 18 mai 1935 sous le titre de « *Loi abolissant les rentes seigneuriales* »⁽⁴⁴⁾ aux termes de laquelle les municipalités de comtés, de villes indépendantes et de cités dans lesquelles il existait des immeubles assujettis au paiement des rentes constituées par l'Acte seigneurial de 1854 étaient formées en corporation pour effectuer leur rachat sous le nom de « *Syndicat National du rachat des rentes seigneuriales* ». C'est elle qui a porté le dernier coup à la féodalité canadienne.

(43) Cf. T.-D. Bouchard, *Le rachat des rentes seigneuriales*. Discours prononcé à la Législature de Québec le 17 février 1926.

(44) Cf. *Statuts de Québec*, 25-26 Georges V, chapitre 82, 1935.

Le mécanisme de cette loi nouvelle est très simple: grâce au crédit d'une fédération aussi imposante de municipalités et à l'endossement du gouvernement provincial qui en a assuré le fonctionnement, ce Syndicat National peut emprunter à un taux d'intérêt très modéré les trois millions et demi de dollars nécessaires au paiement du capital global des rentes et en amortir le remboursement dans un espace de temps maximum de 41 ans, avec réduction possible à 18 ou 20 ans, suivant le taux d'intérêt auquel on peut emprunter; de leur côté, les censitaires n'ont à payer que le chiffre actuel de leurs rentes dont partie sert à payer l'intérêt de l'emprunt et l'autre partie à amortir le capital pendant l'espace de temps requis pour l'amortissement, après quoi toute la dette se trouvera acquittée. C'est simple, mais, comme pour l'oeuf de Christophe Colomb, il fallait y penser.

Un bureau de trois commissaires fut constitué aux termes de la loi pour en assurer l'opération, sous la présidence du ministre Bouchard qui s'adjoignit le notaire Victor Morin, de Montréal, à titre de vice-président du bureau et le notaire Joseph Sirois, de Québec, comme troisième commissaire⁽⁴⁵⁾. Me J.-R. Forest, chef du service des pensions de vieillesse, fut appelé à remplir la charge de secrétaire-trésorier avec Me J.-O. Dallaire, officier en loi au ministère de la voirie, comme assistant, tandis que Me Emile Morin, du service des Affaires Municipales en fut nommé avocat-conseil. L'examen de la validité des titres des réclamants fut confié aux notaires Laurent Lesage pour la région de Québec (comprenant les Trois-Rivières) et Lucien Morin, de Montréal, pour la région de ce nom.

Les fonctions des commissaires sont gratuites; les traitements des officiers sont répartis entre divers services; les quittances se réduisent à une par seigneurie intéressée et les radiations requises sont

(45) M. Sirois était en même temps président de la commission fédérale des *Relations entre le Dominion et les provinces du Canada*. Décédé au mois de janvier 1941 après avoir accompli cette dernière tâche avec succès, il fut remplacé par son fils Me Lavery Sirois au poste de commissaire du Syndicat National du rachat des rentes seigneuriales.

faites aux bureaux d'enregistrement sur un simple avis du secrétaire du Syndicat. Les frais d'opération de cette loi sont donc réduits à leur plus simple expression; les censitaires en sont totalement libérés et les anciens seigneurs, aujourd'hui simples créanciers, n'ont qu'à fournir leurs titres.

Ce bureau se mit aussitôt à l'oeuvre en faisant dresser, par les créanciers des rentes constituées seigneuriales, les terriers de leurs réclamations et en les faisant déposer, sous un délai fixé, aux bureaux des secrétaires-trésoriers des municipalités intéressées pour en obtenir l'homologation. Un changement de ministère, à la suite des élections provinciales de 1936, retarda cependant la continuation des procédures⁽⁴⁶⁾. Elles ne furent reprises qu'avec le retour du parti libéral au pouvoir et avec quelques retouches apportées à la loi d'abolition par une nouvelle loi, adoptée en 1940, qui sanctionnait en particulier l'homologation des terriers déposés chez les secrétaires-trésoriers des municipalités.

Sous la direction du colonel G.-E. Marquis, le bureau des Statistiques provinciales avait préparé, en 1929, le relevé des seigneuries, fiefs et arrière-fiefs de la province de Québec dont nous avons parlé, à la suite de la session de 1928. Il indiquait leur désignation par noms et localités, les noms des créanciers de ces rentes constituées, avec les noms et adresses de leurs agents percepteurs, le solde du capital non commué de ces rentes et le chiffre global de la rente annuelle payable par les censitaires. Aux termes de ce relevé, et d'une intéressante brochure publiée par le même auteur deux ans plus tard⁽⁴⁷⁾, il appert que 225 seigneuries ont été accordées en fief sous le régime français et 8

(46) L'hon. Maurice Duplessis prit les rênes du pouvoir comme premier ministre, tandis que l'hon. Adélard Godbout, défait dans son comté, restait chef du parti libéral en dehors de l'enceinte parlementaire et l'hon. T.-D. Bouchard dirigeait les forces de l'opposition dans l'Assemblée législative. Une loi fut adoptée sous le nouveau gouvernement, en 1938, aux fins « d'établir avec exactitude et équité le capital requis pour le rachat des rentes substituées aux droits seigneuriaux. »

(47) Cf. *Le Régime Seigneurial au Canada* par G.-E. Marquis, chef du Bureau des Statistiques, etc. Québec, 1931.

sous le régime anglais. De ce nombre 14 appartiennent à la Couronne comme provenant de l'acquisition des biens des Jésuites (1888); quelques-unes sont retournées au domaine royal et d'autres ont été subdivisées en arrière-fiefs. Il résulte de ces statistiques et des relevés faits par A.-E.-B. Courchesne qu'il existait encore, dans la province de Québec, 242 seigneuries (outre 20 au Labrador) concédées en fiefs et arrière-fiefs, dont l'évaluation a été fixée par les commissaires nommés en vertu de l'acte de 1854 au capital de \$3,582,728.21 produisant des rentes annuelles au chiffre de \$212,795.46. C'est à l'amortissement de cette somme que le Bureau des Commissaires nommés en 1935 pour opérer le rachat des rentes « dites » seigneuriales est appelé à pourvoir. Les censitaires en sont au nombre d'environ 60,000.

Par un des amendements apportés en 1940 (4 George VI chapitre 25) à la *Loi abolissant les rentes seigneuriales*, le Syndicat doit payer le 11 novembre 1940, ou aussitôt qu'ils auront produit, par la suite, des titres satisfaisants de leurs créances, à tout seigneur ou créancier de rentes constituées en remplacement des droits seigneuriaux « la somme capitale dont l'intérêt au taux de six pour cent égale le montant annuel de la rente » qu'il s'agit de racheter, et une taxe égale à la somme capitalisée est imposée sur chaque terre ou lot de terre indiqué aux terriers, payable à chaque municipalité intéressée le 11 novembre 1940, avec faculté aux débiteurs de cette taxe de l'acquitter en 41 versements annuels égaux à la rente constituée indiquée aux terriers, et dont le premier devient exigible le 11 novembre 1941.

Il va de soi que les seigneurs et créanciers intéressés au paiement de ce capital doivent prouver la légitimité de leurs droits à le recevoir, comme pour toute autre créance, et c'est pourquoi la validité de leurs titres, souvent compliqués par des questions de successions et de dissolutions de communautés de biens, est soumise aux examinateurs indiqués ci-dessus. Au 1er novembre 1941 une somme capitale de \$1,731,505.84 avait été payée aux seigneurs dont les titres avaient été approuvés et \$82,263.42 avaient été perçus de censitaires

qui s'étaient prévalu du droit de payer leur taxe de rachat en un seul versement fait d'avance au lieu de l'échelonner sur un espace de 41 ans. Les autres réclamations sont payées au fur et à mesure que les créanciers produisent des titres satisfaisants à l'appui de leurs droits.

Fin du régime

Ainsi se termine, avec justice pour tous et sérénité, dans un siècle où la démocratie combat pour la survivance des droits du peuple contre l'asservissement, et dans un pays d'ordre et de liberté, l'existence d'une institution oppressive à ses débuts, mais adoucie graduellement au cours des progrès de la civilisation, profondément modifiée dans la Nouvelle-France de façon à promouvoir le développement d'un pays nouveau et à favoriser le rapprochement des classes sociales par une communauté d'intérêts.

Quelques écrivains modernes ont blâmé la France d'avoir introduit ce régime au Canada. Ils n'ont pas réfléchi que c'était alors un système économique et social consacré par des siècles d'existence et qu'en l'appliquant à ce pays, on lui a fait subir des modifications profondes pour l'adapter à ses besoins et aux conditions de vie de ses habitants. Les colons venus de France y étaient habitués; ceux d'entre eux que le métier des armes unissait à leurs officiers par le lien puissant des dangers courus ensemble étaient tout préparés à collaborer avec eux, non-seulement pour leur défense mutuelle contre un ennemi dix fois supérieur en nombre, mais encore pour le développement de leur nouvelle patrie. C'est ce qui explique comment la Nouvelle-France a pu résister si longtemps aux tentatives de conquête de ses voisins, en dépit de son infériorité numérique.

De plus, le principe d'une démocratie de bon aloi se manifestait déjà dans les concessions de seigneuries aux roturiers. Hébert le cultivateur, Giffard l'apothicaire, Bourdon l'arquebusier, Le Moyne l'interprète, Le Ber le commerçant, en sont des exemples frappants. Le roturier Le Moyne fut même anobli par l'érection de sa seigneurie

de Longueuil en baronnie, une des rares distinctions accordées par le roi aux colonisateurs de la Nouvelle-France. Et s'il y avait la moindre velléité d'abus de la part d'un seigneur envers ses censitaires, l'intendant ne manquait pas d'intervenir pour les protéger; aussi les oeuvres des Talon, des Raudot, des Bégon et des Hocquart, pour ne parler que des principaux d'entre eux, resteront-elles au nombre des institutions qui ont assuré la prospérité de notre pays et le bonheur de ses habitants.

Tout amélioré que fût le régime seigneurial canadien en regard des vexations de la féodalité européenne, il était cependant devenu désuet à une époque où l'Eglise et l'Etat proclament, de commun accord, l'égalité des droits des hommes; et si les derniers vestiges en sont maintenant disparus sous la poussée des revendications populaires, nous garderons du moins son souvenir au Canada comme celui d'un système qui a puissamment contribué au développement des ressources d'un véritable empire.

V.—NOTES ET RENSEIGNEMENTS

Nous ne pouvons terminer cette étude sans ajouter quelques notes en marge des lois d'abolition qui ont marqué une ère si importante dans l'histoire économique et sociale de notre pays; elles ont dû être élaguées du texte pour éviter de le surcharger:

(1°) Le comité spécial constitué le 26 mai 1851 pour préparer un projet de commutation de la tenure seigneuriale a siégé du 28 mai au 29 août 1851 sous la présidence de l'hon. solliciteur général Lewis-T. Drummond qui fut la cheville ouvrière de l'élaboration de cette loi, adoptée le 18 décembre 1854 après tant d'alternatives et revers et de succès. Il a droit à la gratitude des Canadiens pour le règlement équitable de cette question si longtemps débattue.

(2°) La Cour extraordinaire créée par l'acte d'abolition de la tenure seigneuriale a siégé en vertu d'une proclamation du gouverneur général Sir Edmund-Walker Head, à Québec, depuis le 4 septembre

1855 jusqu'au 11 mars 1856, date à laquelle ses décisions finales furent rendues.

(3°) Les questions soumises par l'hon. L.-T. Drummond, devenu procureur général, et par MM. Angers, Loranger et Barnard, avocats de la Couronne, ainsi que par MM. Cherrier, Mackay et Dunkin de la part des seigneurs, occupèrent l'attention de la Cour du 5 au 29 septembre, et du 3 au 17 octobre 1855. Les censitaires ne se firent pas représenter dans cette argumentation; ils s'en rapportèrent au procureur général et aux avocats de la couronne pour la protection de leurs droits à l'encontre de ceux des seigneurs.

(4°) Les plaidoiries eurent lieu dans l'ordre suivant: le 5 septembre 1855, Drummond et Angers; le 6, Angers et Loranger; les 7, 8 et 10, Loranger; les 11 et 12, Angers et Loranger; le 13, Mackay; les 14, 18, 19, 20, 21, 22 et 24, Dunkin; les 25, 26, 27, 28 et 29 septembre et les 3, 4, 5, 6 et 8 octobre, Cherrier; les 9 et 10, Dunkin; les 11 et 12 Angers et Loranger; le 13, Loranger; enfin le 17 octobre, Dunkin, Cherrier, Mackay, Barnard, Angers et Loranger. L'hon. L.-T. Drummond fit preuve d'une science consommée de la question du côté de la Couronne et l'hon. C.-S. Cherrier du côté des seigneurs; Christopher Dunkin fut le lion de cette joute oratoire.

(5°) Après audition des plaidoiries, les juges étudièrent séparément les questions soumises; ils énoncèrent ensuite leurs opinions respectives dans les séances des 6, 7, 8, 10 et 11 mars 1856 et les décisions finales furent rendues dans cette dernière séance. Ces diverses opinions et conclusions sont rapportées aux volumes A et B des *Questions seigneuriales* publiées par MM. Lelièvre et Angers dans la série *Lower Canada Reports*, en 1856.

(6°) La belle lithographie qui représente la Cour Seigneuriale en séance a été dessinée par Lockwood, imprimée par Weingartner et publiée par W.-W. Smith, éditeur propriétaire du *News* de Saint-Jean, qui l'a dédiée à l'hon. L.-T. Drummond, procureur général. C'est celui-ci qui est représenté en vedette, au moment où il adresse la parole et, de ce fait, on a donné à cette composition le sous-titre

d'*Apothéose de Drummond*. On remarquera qu'Edward Barnard, un des avocats de la couronne, n'y figure pas; l'explication qui nous en semble plausible est que le croquis de cette gravure a été fait à l'ouverture des séances de la cour, le 4 septembre 1855 (l'inscription nous le dit) et qu'à cette date Barnard n'avait pas encore été appelé à y représenter la Couronne.

(7°) Les juges-adjoints, qui furent nommés parmi les membres éminents du barreau pour expédier les affaires judiciaires de routine pendant que les juges puisnés de la Cour Supérieure s'occupaient des questions de droit relevant de la tenure seigneuriale, retournèrent ensuite à l'exercice de leur profession. C'est un fait sans exemple, croyons-nous, dans les annales judiciaires de notre pays (sauf pour les juges en retraite), bien qu'on le rencontre fréquemment chez « nos voisins du sud ».

(8°) Les commissaires chargés de faire l'évaluation des droits féodaux qu'il s'agissait de commuer furent nommés, révoqués, démis et réinstallés à diverses dates depuis le 3 mars 1855, jour où la nomination de MM. Judah, Lelièvre et Archambault est publiée dans la Gazette Officielle du Canada, jusqu'au 1er juin 1867 époque à laquelle MM. Delagrave, Dumas et Varin sont réinstallés dans leurs fonctions. Le résultat de leurs travaux est consigné, avec force détails, aux sept volumes des « Cadastres des seigneuries ».

(9°) Guidés par les décisions de la Cour seigneuriale, les commissaires ont évalué, comme susceptibles de compensation pécuniaire, les droits de *lods et vente*, de *banalité*, de *retrait* et de *corvée*; ils n'ont rien accordé pour l'abolition des *honneurs personnels*, ni pour les *réserves* de bois, mines, cours d'eau, *prohibitions* de chasse et de pêche; quant au droit de *justice*, il avait été pratiquement aboli, près d'un siècle auparavant, par la nomination de juges sous le régime anglais. Les *cens et rentes* furent maintenus à la charge des censitaires sous forme de « rentes constituées » parce qu'ils représentaient le prix d'acquisition de leurs immeubles sans qu'on pût leur en deman-

der autre chose que l'intérêt de six par cent, mais avec privilège pour eux d'en acquitter le capital quand ils le voudraient.

(10°) L'appropriation de dix millions de dollars votée par le parlement pour la mise à exécution de cette loi fut calculée en 1863 par le commissaire Judah comme suit :

Indemnités payables aux seigneurs et dépenses	
du fonctionnement de la Commission	5,121,417.00
Indemnité à la province du Haut-Canada	3,265,000.00
Indemnité aux Cantons de l'Est du Bas-Canada	879,892.00
Intérêt attribué au fonds d'emprunt municipal	
du Haut-Canada	584,803.00
Intérêt attribué au fonds d'emprunt municipal	
du Bas-Canada	193,082.00
TOTAL	\$10,044,194.00

Le Haut-Canada et les Cantons de l'Est réclamèrent une compensation parce que cette somme, prise à même les fonds publics, ne profitait pas à leurs populations dont les terres étaient tenues en franc et commun soccage.

(11°) La période de 41 ans mentionnée dans la loi Bouchard pour le rachat des rentes seigneuriales est calculée à cinq pour cent d'intérêt sur l'emprunt requis par le Syndicat National pour verser le capital dû aux créanciers de ces rentes. Avec la diminution du taux de cet intérêt suivant la situation du marché monétaire, cette période pourra même être réduite de moitié.

(12°) La photographie des commissaires et officiers du Syndicat National du rachat des rentes seigneuriales, constitué en vertu de la loi de 1935, fut prise à la résidence du commissaire Joseph Sirois, à Québec, le 27 novembre 1940, moins de deux mois avant la mort de cet homme distingué.

VI.—APPENDICES

(A) EXEMPLE D'UN OCTROI DE SEIGNEURIE
(*Seigneurie de Beauport, concédée à Robert Giffard*)

La compagnie de la Nouvelle-France, etc.

A tous présens et advenir, salut:

Le désir que nous avons d'avancer la colonie en la Nouvelle-France suivant la volonté du roy, nous faisons recevoir ceux qui ont le moyen d'y contribuer de leur part et voulans distribuer les terres du dit pais à ceux qui participent avec nous en ce louable dessein et qui seront capable de les faire deffricher et cultiver pour y attirer les François par l'exemple desquels les peuples du dit pays qui ont vescu jusques à présent sans aucune police pourront être instruits en la connoissance du vray Dieu, et nourris en l'obéissance du roy;

Après quil nous est aparü des bonnes intentions du sieur Robert Giffard, et de son zèle à la Religion Catholique, Apostolique et Romaine et au service du roy;

A ces causes et en vertu du pouvoir à nous donné par Sa Majesté avons au dit sieur Giffard donné et octroyé, donnons et octroyons par ces presentes l'estendue et circonstance des terres qui ensuivent, c'est à scavoir:

Une lieue de terre a prendre le long de la coste du fleuve de St. Laurens sur une lieue et demye de profondeur dans les terres à l'endroit ou la rivière appelée Notre Dame de Beauport entre dans le dit fleuve, icelle rivière comprise,

Pour jouir des dits lieux par le dit sieur Giffard ses successeurs ou ayans cause en toute justice, propriété et seigneurie à perpétuité, tout ainsy et pareils droits quil a plu à Sa Majesté donner le pays de la Nouvelle France à la dite compagnie

A la réserve toutes-fois de la foy et hommage que le dit Giffard ses successeurs ou ayans cause seront tenus porter au Fort St. Louis a Quebec ou autre lieu qui sera désigné par la dite compagnie par un

seul hommage lige à chaque mutation de possesseur des dits lieux avec une maille d'or du poids d'une once et le revenu d'une année, de ce que le dit sieur Giffard se sera réservé après avoir donné en fief ou à cens et rentes tout ou partie des dits lieux, et que les appellations du juge des dits lieux ressortiront nüement à la cour et justice souveraine qui sera cy apres establee au dit pays;

Que les hommes que le dit sieur Giffard ou ses successeurs feront passer en la Nouvelle France tourneront à la décharge de la dite compagnie en diminution du nombre qu'elle doit y faire passer et à cet effet en remettra tous les ans les rolles au bureau de la dite compagnie affin qu'elle en soit certifiée.

Sans toutefois que le dit sieur Giffard ou ses successeurs puissent traiter des peaux et pelleteries au dit lieu ny ailleurs en la Nouvelle France qu'aux conditions de l'edit de l'establissement de la dite compagnie;

Outre lesquelles choses cy la compagnie a encore accordé au dit sieur Giffard ses successeur ou ayans cause une place proche le fort de Québec contenant deux arpens pour y construire une maison avec les commodités de cour et jardin, lesquels lieux il tiendra à cens du dit lieu de Quebec

Sans que le dit sieur Giffard ses successeurs ou ayans cause puissent disposer de tout ou de partie de lieux cy dessus a luy concédés qu'avec le gré et consentement de la dite compagnie pendant le terme et espace de dix ans à compter du jour des présentes après lequel temps il luy sera loisible d'en disposer au profit de personne qui soit de la qualité requise par l'edit de l'establissement de la dite compagnie, et sans que le dit Giffard ses successeurs et ayans cause puisse fortifier les lieux cy dessus concédés sans la permission de la dite compagnie;

Mandons au sieur Champlain commandant pour la dite compagnie sous l'autorité du roy et de Monseigneur le cardinal de Richelieu grand maître chef et surintendant général de la navigation et commerce de France au fort et habitation de Québec et dans l'estendue du dit fleuve Saint-Laurens et terres adjacentes, que de la présente

concession il fasse jouir le dit sieur Giffard, le mette en possession des lieux et places cy dessus à luy accordés dont et de quoy il certifiera la dite compagnie au premier retour qui se fera en France.

Fait en l'assemblée générale de la compagnie de la Nouvelle-France tenue en l'hôtel de Monsieur le président de Lauzon, conseiller du roy en ses conseils d'estat et privé intendant de la dite compagnie.

A Paris le quinziesme janvier mil six cents trente quatre.

(Et plus bas est écrit:)

Par la compagnie de la Nouvelle France; *(et dessous signé.)*

(Signé) LAMY

(Avec paraphe.)

(Et scellé de cire rouge du sceau de la dite compagnie, et de l'autre costé est écrit:)

Aujourd'hui dernier jour de decembre mil six cents trente cinq, pardevant nous Marc Antoine de Brasdefer, escuyer sieur de Chateaufort, lieutenant général en toute l'estendue du fleuve de Saint Laurens en la Nouvelle France pour Monseigneur le cardinal duc de Richelieu, pair de France, et grand maitre chef et surintendant général de la navigation et commerce de ce royaume, Me. Robert Giffard sieur de Beauport, lequel a promis suivre les loix et ordonnances qui luy seront enjoins et signifiées et ausquels il ne manquera, rendant à ce sujet foy et hommage à cause de sa terre de Beauport relevante nommément du fort et chasteau de Quebec.

Fait l'an et jour dessus.

(Signé) BRASDEFER CHATEAUFORT.

(Avec paraphe.)

(B) EXEMPLE D'UN BREVET ROYAL DE CONFIRMATION

(Seigneurie de Rouville, concédée à Jean-Baptiste Hertel)

AUJOURD'HUI, vingt deuxiesme du mois de Mars mil six cent quatre-vingt-quinze, le Roy estant à Versailles

Voulant confirmer et ratifier la concession faite à son nom le dix-huit Janvier 1694 par les Srs Comte de Frontenac Gouverneur et Lieutenant Général pour sa Majesté et de Champigny, Intendant de Justice, Police et Finances au pays de Canada, au Sr Jean Baptiste Hertel, Escuier, Sr de Rouville

De deux lieus de front sur deux lieus et demy de profondeur, à prendre du costé du sud de la Rivière Richelieu, attenant la Seigneurie de Chambly en descendant lad. Rivière

Pour en jouir par luy, ses héritiers ou ayans cause à perpétuité comme leur propre, à titre de Fief et Seigneurie, haute, moyenne et basse justice, avec droits de chasse, pesche et traite avec les Sauvages, dans l'estendue de cette concession, à la charge de porter Foy et Hommage au chasteau St. Louis de Québec aux droits et redevances accoustumez suivant la Coutume de Paris, de conserver et de faire conserver les bois de chesne propres pour la construction des vaisseaux du Roy, de donner avis à Sa Majesté ou au gouverneur dud. pays des mines, minières et minéraux si aucuns se trouvent dans lad. estendue, d'y tenir feu et lieu et les faire tenir par ses tenanciers de commencer à s'y habituer, et aux autres clauses et conditions esnoncées au titre de lad. concession sans que, pour raison de ce, led. Sr. Hertel, ses héritiers ou ayans cause soient tenus de payer à Sa Majesté ni à nos successeurs Roys aucune Finance ny indemnité,

De laquelle à quelque somme quelle puisse se montrer Sa Majesté leur a fait don et remise par le présent brevet que pour assurance de sa volonté elle a signé de sa main et fait contresigner par moy son Secrétaire d'Estat de ses commandement et finances.

(Signé) LOUIS

(Signé) PHELYPEAUX.

(C) FORMULE D'UN ACTE DE FOI ET HOMMAGE

(Seigneurie de la Malbaie, concédée à Jean Bourdon)

Pardevant nous notaire, etc.

A comparu Messieur Jean Bourdon procureur-général du Roy au conseil de ce pays

Lequel estant sans épée, nue teste et un genouil en terre a dit qu'il nous fesoit et portoit la foy et hommage qu'il est tenu de faire et porter à nos dits seigneurs à cause de la concession à luy faite de la consistance et estendue de terre qui se rencontre sur le grand fleuve St. Laurent depuis le cap aux oies icelluy compris jusques à dix arpents au dessous de la rivière de la Malbaye avec quatre lieues de profondeur dans les terres

La ditte concession obtenue par luy de deffunct Monsieur Lauson le vingt un décembre mil six cent cinquante trois pour en jouir en tous droits de haute, moyenne et basse justice luy, ses hoirs et ayans cause aux mesmes droits de l'ancienne compagnie à la réserve de la foy et hommage que le dit sieur Bourdon ses hoirs et ayans cause seront tenus porter en cette juridiction par un seul hommage et pour rachapt le revenu d'une année à chaque mutation de possesseur et que les appellations du juge qui y sera estably ressortiront en cette juridiction,

Requérant le dit sieur Bourdon qu'il nous plaise le recevoir à la ditte foy et hommage,

A laquelle ditte foy et hommage nous l'avons reçu et recevons le dit sieur Bourdon aux charges susdittes et de bailler son adveu et dénombrement que les lieux seront habitués

Dont et de quoy nous luy avons donné acte pour luy servir et valloir ce que de raison, remettant toutefois à nos dits seigneurs de faire valloir ou point le dit tittre faute d'establisement sur les lieux et a signé.

(Signé) L. T. CHARTIER,
BOURDON,
PEUVRET.

(D) PROCÈS VERBAL DE LA PRESTATION D'UNE FOI ET
HOMMAGE EN L'ABSENCE DU SUZERAIN
(*Arrière-fief du Buisson, concédé à Jean Guyon*)

En la présence et compagnie de Guillaume Tronquet, commis au Greffe et tabellionage de Québec, en la Nouvelle France,

Jean Guion, habitant de la Nouvelle-France, demeurant en sa maison du Buisson,

S'est transporté en la maison Seigneuriale de Beauport, et à la principale porte et entrée de la dite maison,

Où estant le dit Guion aurait frappé et serait survenu François Boullé, fermier du Seigneur de Beauport, auquel le dit Guion aurait demandé si le dit Seigneur de Beauport était en sa maison seigneuriale de Beauport ou personne pour lui ayant charge de recevoir les vassaulx à foy et hommage;

A quoy le dit Boulé auroit fait response que le dit Seigneur n'y estait pas, et qu'il avoit charge de luy pour recevoir les vassaulx à foy et hommage.

Après laquelle response et à la principale porte, le dit Guion s'est mis un genouil en terre, nud teste, sans épée ni esperons et a dit par trois fois ces mots:

« Monsieur de Beauport, Monsieur de Beauport, Monsieur de Beauport, je vous faict et porte la foy et hommage que je suis tenu de vous faire et porter, à cause de mon fief Du Buisson duquel je suis homme de foy relevant de votre Seigneurie de Beauport, vous déclarant que je vous offre payer les droits seigneuriaux et féodaux quand deubs seront, vous requérant me recevoir à la dite foy et hommage. »

(Signé) TROQUET.

(E) ACTE D'AVEU ET DÉNOMBREMENT

(Seigneurie de Longueuil, concédée à Charles Lemoyne)

Pardevant Benigne Basset Notaire Royal de L'Isle de Montréal en la Nouvelle France et Tesmoins Soubzsignez

Fut présent Charles Le Moyne Escuyer et Seigneur de Longueuil y Demeurant.

Lequel a Reconnu et Confessé Estre homme et sujet du Roi, et de luy Advoué Tenir Noblement en plein fief et hommage suivant la Coustume de paris et tel autre Droict que peut estre tenu sond' fief De longueuil, A cause du Domaine de Tout ce pays de la Nouvelle france

Consistant Led' fief, en deux lieues ou environ de large, le long du grand fleuve St laurent, du Costé du sud sur pareille quantité de profondeur avec les Isles de St Helenne & ronde, Islets et Battures adjacentes, plus au long exprimez en Ses Tictres et Contracts, dont partye est en terre labourable, bois de haute fustaye, prez, Censives, Rente, Justice, haute, Moyenne et Basse et Auquel fief, sont plusieurs tenanciers qui luy doibvent par chacun an plusieurs Rente, deniers de Cens et Chappons, Come Il est en l'Estat et denombrement d'Iceux, mis enfin des présentes,

A cause desquelles Choses Cy dessus déclarées et sur Icelles, est deub a sa Majesté les foy et hommage Avec les autres droicts suivant la ditte Coustume quand le Cas y Eschet, Comm' aussy appartient a sa ditte Majesté, toutte Connoissance de Justice et le reconnoist estre son Supérieur et luy devoir obeissance et fidélité.

De plus, s'il y a quelque chose d'obmis, au p'nt adveu et denombrement, promet led' Sieur de Longueuil de l'y mettre et adjuster sitost qu'il en aura connoissance et s'il y a moins, proteste que le présent Adveu ne luy pourra Nuire, ny prejudicier, dont led' Sr de Longueuil a requis Acte A luy Accordé;

Ce fut fait passé et octroyé aud' Montréal en la maison dud' Sr De Longueuil, l'an g b i c (*mil six cent*) soixante et dix-sept, Le vingt septi'e Jour d'Aoust apres-midy en presences des Sieurs Jacques le Ber et le Moyne Marchands Tesmoings y demeurans et soubzsignez avec led' sr Comparant

(Signé) C. LEMOYNE

J. LEMOYNE

LE BER

BASSET, No're Royal.

DENOMBREMENT DE LA TERRE, FIEF ET SEIGNEURIE DE LONGUEUIL

Premierement

Le Domaine et principal Manoir dud' Sieur De Longueuil, Consistant, en douze arpens de large le long dud' fleuve St Laurent, sur deux lieux ou environ De Profondeur au lequel sont Construits Une grande Maison de Massonnerie, grange, Etable, Moulin a Vent Cour et Jardin, Garny Des Bestiaux dont trente arpens en labour de Char-rue, et autres bois abattus.

Pierre Brisseau, dit le breton, possède en lad'te Seigneurie soixante arpens de Terre, scavoir trois arpens de Large sur Vingt arpens de profondeur, Chargé De douze deniers par chacun an pour chacun arpent de rente fonciere, Trois Deniers de Cens, Un chappon de rente, pour chacun arpent de large et de Quinze sols par feu, pour droict De Commune.

Jean B. Mesnard	Item, Le No'me St Aubain, pareille quantité de soixante arpens de terre Aux Mesmes charges, droicts et redevance.
Jean Robin dit lapointe	Item, Jean petit, Même quantité De terre, ausdittes charges droicts et redevances.
80 arpents	Item, Jean Ronceray, dit le Breton, &c.
Gilles de Neau	Item, Michel Du Buc, quarante arpens Comme Dessus.
Languedot 80 arp.	Item, Pierre chicoisne &c.
Bertrand Viau 80-40	Item, Bertrand Le Martre &c.
Mathurin Collin dit la liberté 60 arp.	Item, Jacques Viau dit Lesperance, quatre Vingt arpens aux Mesmes charges, droicts et Redevances.
	Item, Le Nommé La Liberté Masson, quarente arpens &c.

pierre charon 120 arpens	Item, Charles Hadeline &c.
Guilla. lalonde 60 arpens	Item, charles Martin &c.
André bouteillier 60 arpens	Item, Le Nommé La fresade &c. pierre Rouxel &c.
André collin 40 arpens	Item, Jean Robin dit la pointe quatre vingt arpens &c.
Charles patenostre 40 arpens	Estienne Truteau Charpentier, soixante arpens &c.
Guillaume Goyau d't lagarde 40 arpens 140 arpens de front lauran benoist d't le Nivernois 40 arp Sa Ve 80 la garde 60 arpens pierre patenostre 80 arpens, 4 de front p. p. Biron 3 de large et 20 de long.	Item, françois Blots &c.
Nicolas et Charles brazeau 80 arpens	Item, paul Benoist &c.
André harpin, 40- Ste Marie, 80- Martin Macé, 40- Jean petit 6 arpens 6 arpens de front et 20 de large	Item, Guillaume Gendron &c. Item, Jullien Taluats quarente arpens &c. Item, paul Benoist fils &c. Item, laliberté cy devant soldat &c.
	Item, Lachapelle &c.

(Signé) C. LE MOYNE

LE BER

BASSET, No're Royal.

(F) FORMULE D'UN BAIL OU CONCESSION DE TERRE EN CENSIVE

Pardevant le notaire X... résident à M... soussigné et témoins cy après nommés.

Fut présent A...B... seigneur promitif de L... lequel a reconnu & confessé avoir baillé et concédé à titre de cens et rentes seigneuriales

foncières et non rachetables les dits cens portant lods et ventes, défaut, saisine et amende quand le cas y échéra dès maintenant à toujours avec promesse de garantie de tous troubles et autres empêchements quelconques

A C...D... à ce présent et acceptant preneur et retenant au dit titre pour lui ses hoirs et ayant causes c'est à savoir:

Une pointe de terre située dans la dite seigneurie &ca. ainsi que le tout se poursuit et comporte, sans aucune exception ni réserve, et que le dit preneur a dit bien savoir et connaître pour l'avoir vû et visité dont il se tient content et satisfait, mouvant en censive la dite seigneurie de M... et envers icelle chargé par ces présentes de quatre livres deux sols tournois et de deux minots de bled froment loial et marchand avec une journé de courvée quand elle lui sera demandée ou de la païer quarante sols au choix du dit sieur seigneur, le tout de cens et rentes foncières non rachetable, pâiable au chacun an au jour de fête de St. Martin, onze novembre, à commencer de l'année que l'on comptera mil sept cent..., avec tout autre droit seigneuriaux quand le cas y echoira suivant la coutume du paï.

Sera la dite concession sujet au droit de banalité à peine d'amanche et de pâier au meunier le droit de mouture ou de payer les grains qu'il aura fait moudre ailleurs, se réservant le dit sieur seigneur le droit de retirer par préférence à tous parent de lignagers en cas de vente ou autre aliénation équivalent de tout ou partie, en remboursant l'acquéreur de son principal frais et loiaux cout;

Ne pourra le dit preneur vendre, ceder, transporter ni autrement aliéner le tout, ou portion de la dite terre en aucune communauté ou main-morte ni y mettre cens sur cens;

Sera loisible au dit seigneur de prendre sur la dite concession tous les bois de charpente nécessaire pour moulin, eglise, manoir, presbitère et autres ouvrages publics, ensemble toutes les pierres de carrière, sable et autres matereaux sans de tout rien païer au dit preneur ses hoirs ou ayant cause, qui seront tenus de souffrir, faire et

entretenir tous les chemins et ponts utiles et a propos donner du découvert à ses voisins, clore en alignement avec eux et cultiver la dite terre de maniere que les dites cens et rentes stipulés puissent s'y percevoir par chacun an;

En outre de conserver les bois de chêne propre pour la construction de vaisseaux de Sa Majesté; ni pourra le dite preneur y construire aucune moulin sans l'expres consentement du dit sieur seigneur qui se reserve toutes les pierres de moulange qui se trouveront sur la dite terre;

A tout ce que dessus le dit preneur tant pour lui que ses hoirs ou ayant cause s'est soumis et s'oblige sous l'hipotheque de tous ses biens et speciallement de la dite terre affectée par privilège, une obligation ne derogant à l'autre

Et faute par le dit preneur d'accomplir ce que dessus, en ce cas, pourra le dit Sr. seigneur rentrer en plein droit en la dt. terre sans pour ce garder aucune forme de proces; ces presentes néanmoins demeurante en leur force et vertu pour les arrerages dt. cens et rentes lors dus et echus; fournira le dt. preneur autant des presentes au dit Sr. seigneur.—Car ainsi &ca.

Ce fust ainsy fait &c.

VII.—GLOSSAIRE DES TERMES FEODaux.

AFFOUAGE.—Impôt payable par les serfs pour prendre du bois de chauffage dans les forêts des seigneuries.

ALLEU.—Concession d'un immeuble aux conditions indiquées. Le *franc alleu* indiquait un héritage qui n'est sujet à aucune obligation, soit honorifique comme foi et hommage, soit pécuniaire comme cens, quint ou relief, en reconnaissance d'un pouvoir supérieur; c'est pourquoi il est appelé *franc* et il se divise en *noble* et en *roturier*.

Le *franc alleu noble* comportait le droit d'exercer la justice et de concéder les terres qui en dépendent en arrière-fiefs ou en censive.

Le *franc alleu roturier* indiquait un immeuble concédé en pleine propriété, sans redevances féodales ou seigneuriales ni obligation d'aucune sorte, les biens ainsi donnés portant le nom d'*allodiaux*.

ANSTRUSTION.—Guerrier faisant partie d'une bande soumise à un chef qui le nourrissait et qu'il devait suivre à la chasse comme à la guerre.

ARBAN.—Corvée qui obligeait le serf à fournir un boeuf et une charette pour les travaux à faire sur les terres du seigneur.

AVENAGE.—Prélèvement du seigneur sur la récolte de blé de son serf.

AVEU ET DÉNOMBREMENT.—Relevé préparé par le feudataire pour indiquer à son suzerain l'étendue de son domaine et son développement. L'*aveu* consistait en un plan descriptif et le *dénombrement* en un recensement des habitants et de leurs possessions.

BAN.—Appel sous les armes des vassaux immédiats du roi. *Arrière-ban*, appel des arrière-vassaux.

BANALITÉ.—Obligation pour le censitaire de faire moudre son grain au moulin seigneurial moyennant une redevance d'un minot par 14 de mouture. Le même droit existait en France pour le pressoir et le four. D'autre part, le seigneur était tenu de construire ces moulins, pressoirs et fours, ainsi que de les tenir en état d'activité pour l'usage banal de ses censitaires à défaut de quoi ceux-ci pouvaient s'adresser à un autre pour ce service.

BANVIN.—Privilège du seigneur de vendre son vin avant ses serfs dans les six semaines de la vendange.

BASSINAGE.—Prélèvement d'un bassin de grain fait par le seigneur sur la récolte d'un serf.

BRANDON.—Saisie pratiquée par le seigneur sur les fruits attachés par racines à la garantie du paiement des cens et rentes qui lui étaient dûs. L'indication de cette saisie consistait en un bâton entouré de paille et planté sur l'héritage, comme autrefois les Romains indiquaient par un poteau planté sur un immeuble l'hypothèque qui le grevait. C'est de là que vient l'expression « brandon de discorde ».

CARNAGE—CHEVROTAGE—FRISENAGE et MOUTONNAGE.—Prélevé en nature auquel un seigneur avait droit lorsque son serf faisait boucherie.

CARPOT.—Redevance prélevée par le seigneur sur la vendange du serf.

CENS—(du latin *census*=tribut).—Légère redevance imposée à perpétuité sur une terre en reconnaissance du domaine du seigneur et des droits que celui-ci s'y était réservés. Au Canada il consistait habituellement en un tribut annuel d'un ou deux sous par arpent *de front* de l'immeuble concédé sur une profondeur de 40 arpents et s'accompagnait presque toujours d'un droit de rente et de l'obligation de livrer un chapon.

CENSIVE.—Désignait une étendue de terre assujettie au droit de cens, et parfois le genre de tenure d'un héritage.

CHAMPART et TERRAGE.—Impôts sur les fruits et les grains du serf dans les limites de la seigneurie.

CHER-CENS.—Exemption, établie par la *Coutume d'Orléans* en faveur des héritages situés dans cette ville et dont le cens excédait dix sols par année, de payer aucune relevoison ou relief à l'occasion d'une mutation, vû qu'ils étaient déjà lourdement chargés.

CHEVAGE.—Impôt payable au châtelain féodal par tout chef de famille aubain ou bâtard.

COMMISE.—Confiscation d'un fief pour crime de désaveu ou de félonie.

COPYHOLD.—Système de concession de terres usité en Angleterre où le seigneur (*landlord*) se bornait à inscrire le nom du concessionnaire dans son registre sans lui en accorder de titre ou d'autre écrit, les parties contractantes s'en rapportant à la « coutume » pour les conditions.

CORVÉE.—Obligation pour le serf ou le censitaire de faire gratuitement certains travaux pour le seigneur tels que semailles, récoltes, vendanges, constructions, curage de fossés &c.

COUTUMES.—Ensemble des lois qui résultent d'un usage immémorial et qui finissent par constituer un code de droit coutumier.

DÉMEMBREMET DE FIEF.—Concessions de terres que le fendaire était tenu de consentir à même son fief sous certaines conditions mentionnées dans son titre ou établies par la coutume.

DÉPIÉ.—Retour au suzerain d'un arrière-fief sous-inféodé mais dont le vassal avait transgressé les règles du démembrement.

DÉSAVEU.—Négation de vassalité ou refus par un feudataire de reconnaître le domaine supérieur de son seigneur.

ECHOUAGE.—Droit que le seigneur féodal s'arrogeait de dépouiller les naufragés échoués sur les côtes de son fief.

ETABLISSEMENTS.—Code de lois promulguées par Saint Louis, roi de France, en 1269; elles contribuèrent puissamment à améliorer le sort des serfs.

EXPONSE.—Abandon d'un immeuble au créancier de la rente dont il était chargé, afin d'en être libéré. C'est une *dation en paiement* qui comportait déguerpissement de l'héritage affecté.

FÉLONIE.—Trahison ou injure atroce d'un feudataire à l'adresse de son suzerain, entraînant confiscation du fief.

FEUDATAIRE.—Concessionnaire d'un fief ou d'un arrière-fief, à raison duquel il devait foi et hommage au souverain ou au suzerain qui le lui avait concédé, mais avec droit d'imposer à son tour des conditions de services et redevances à ses serfs.

FEUDISTES.—Auteurs qui ont écrit sur le droit féodal ou qui sont versés dans la connaissance des diverses *Coutumes* qui s'y rapportent.

FIEF—(du latin *foedum*=biens).—Domaine accordé par le souverain ou par un suzerain à charge de lui rendre foi et hommage et de certaines redevances et réserves stipulées dans le titre de concession. Les différentes acceptions en sont :

Fief lige (de *ligare*=lier), qui impose l'obligation du service militaire; le symbole en était de mettre ses mains dans celles du seigneur en signe d'alliance.

Fief noble, auquel est attaché le droit de haute justice.

Fief simple, pour lequel on doit foi et hommage mais non service personnel.

Fief roturier, qui ne comporte pas de titre nobiliaire.

Fief dominant, qui concède à son tour des arrière-fiefs relevant de lui.

Arrière-fief, mouvant d'un domaine supérieur.

Fief servant, qui relève d'un fief dominant à qui il doit foi et hommage.

Franc fief, qu'un souverain peut concéder sans charge à un noble ou même à un roturier.

Fief en franche aumône, concession absolument gratuite pour aider au soutien d'une oeuvre pie.

FOI.—Promesse de fidélité du vassal envers son suzerain. Voir *Hommage*.

FORAGE.—Impôt prélevé par le seigneur sur la vente du vin de ses serfs. Voir aussi *banvin*.

FORMARIAGE.—Droit que le seigneur pouvait exiger de son serf qui lui échappait en se mariant à l'étranger ou avec une personne d'une autre condition. Il pouvait refuser arbitrairement son consentement ou y mettre le prix qu'il lui plaisait d'imposer. Si la fille servait s'unissait à un homme libre, celui-ci et leurs enfants tombaient sous la dépendance du seigneur à titre de serfs. Il ne faut pas confondre cette servitude avec le *marriage* qui était un simple impôt de consentement au mariage dans les limites de la censive.

FRANC-ALLEU.—Voir *Alleu*.

FRANC ET COMMUN SOCCAGE.—Voir *Soccage*.

FRANC-FIEF.—Voir *Fief*.

FRANCHE AUMÔNE.—Fief concédé en pur don, sans obligation d'aucune sorte, pour aider au soutien d'une oeuvre méritoire.

FRESCHÉ.—Solidarité entre les débiteurs d'une rente par droit de succession dans les Coutumes du Maine et d'Anjou. Elle permettait au créancier de la rente d'en réclamer le paiement en entier de n'importe lequel des *frescheurs* ou co-héritiers.

GARENNE.—Droit pour le propriétaire d'un fief d'élever des lapins sur son domaine, pourvu que ce fût à une distance d'au moins le vol d'un chapon (c'est-à-dire « huit vingt pas doublés de cinq pieds chacun ») de ses voisins de tous côtés, afin d'éviter les déprédations de ces animaux.

GUESVEMENT.—Abandon fait par le censitaire au seigneur de la jouissance ou revenu de son héritage pendant un an pour s'acquitter de la relevoison due à l'occasion d'une mutation (au lieu de *relief*) dans le territoire de la *Coutume d'Orléans*. Le terme ordinaire de l'année commençait le jour de la *Fête de Saint Jean* (24 juin).

HOMMAGE.—Devoir que le vassal était tenu de rendre au suzerain dont relevait son fief. En voici les diverses acceptions:

Hommage lige, celui qui obligeait le vassal à défendre son suzerain envers et contre tous.

Hommage simple, qui comportait simplement soumission au seigneur avec obligation de servir en armes sous ses ordres pendant 40 jours à compter de l'appel.

Franc hommage, celui qui n'exigeait que la reconnaissance du domaine supérieur sans obligation de défense.

HOSPITATION.—Obligation imposée à certains serfs de loger le seigneur et sa suite en voyage. Elle s'accompagnait ordinairement du *chevallage* et du *chiennage* pour ses chevaux et chiens dans les chasses à courre.

JACQUERIE.—Révolte des serfs contre les seigneurs féodaux au milieu du XIV^e siècle pour secouer le joug de l'oppression, de l'avidité et des violences auxquelles ils en étaient venus.

JUSTICE.—Droit accordé au feudataire de juger les différents et d'imposer des pénalités. Il se divisait en droit de *haute*, *moyenne* ou *basse* justice suivant l'importance de sa concession.

LEUDE.—(de l'allemand *leute*=gens).—Compagnon fidèle d'un chef de bande ou d'un roi qui recevait de lui des présents d'armes et de chevaux. Après les invasions et conquêtes, ces cadeaux guerriers furent remplacés par des concessions de fiefs.

LITRE.—Bande funéraire peinte en noir autour du mur de l'église en signe de deuil à la mort du seigneur.

LODS ET VENTE.—Impôt de mutation que le seigneur avait droit d'exiger de son censitaire dans le cas de vente de l'immeuble concédé. Il consistait en un douzième du prix de vente, mais la plupart du temps, le seigneur faisait remise du tiers de cet impôt. Si le censitaire et son acquéreur cherchaient à « tricher » en déclarant un chiffre moindre que le prix réel, le seigneur pouvait les prendre à leur piège en exerçant le *retrait*. (Voir ce mot).

MAINMORTE.—Etat de dépendance aux termes duquel le bien qui y était soumis ne pouvait être aliéné ou hypothéqué sans le consentement du seigneur. Le mainmortable ne pouvait non plus disposer de son bien par acte de dernière volonté, si ce n'était au profit de ses parents communiens.

MARITAGE.—Obligation pour le serf d'obtenir le consentement de son seigneur à contracter mariage. La légende allant à dire que ce consentement n'était donné que sous réserve de l'exercice d'un droit immoral est dénuée de fondement. (Voir *Formariage*.)

PATRONAGE.—Marque de distinction accordée au seigneur ou autre haut personnage qui avait doté une église.

PRÉSÉANCE.—Droit du seigneur à prendre le pas sur tous autres paroissiens de son domaine dans les cérémonies du culte.

PRIÈRES NOMINALES.—Droit que le seigneur haut justicier et le bienfaiteur d'une église avaient de se faire recommander, nominativement et avec énumération de leurs titres, aux prières des fidèles.

QUINT.—(du latin *quintus*=cinquième).—Impôt prélevé par le suzerain sur le prix de vente du fief de son vassal. Il consistait en un cinquième du prix de sa vente. (Voir *Requint*).

RACHAT.—Voir *Relief*.

RELEVOISON.—Redevance particulière à la *Coutume d'Orléans*; elle était due au seigneur de censive lors d'une mutation de propriété, au lieu du *Relief*. Il y en avait trois espèces: (a) celle de « tel cens, telle relevoison », quand la redevance était du même chiffre que le cens; (b) celle du « denier six » ou du « denier quatre » qui était de 6 fois ou de 4 fois autant que le chiffre du cens annuel; (c) la relevoison « à plaisir » qui consistait dans le revenu de l'année, payable suivant estimation à dire d'experts, ou par abandon au seigneur de la jouissance de l'héritage pendant un an, au choix du censitaire.

RELIEF.—Droit du suzerain de réclamer de son vassal le revenu d'une année du fief, dans le cas de vente, en vertu de la *Coutume de Vexin-le-français*. On le désignait aussi sous le vocable de *Rachat*. Sous la *Coutume de Paris*, c'était le droit de *quint* qui s'appliquait au lieu du *relief* ou *rachat*, et sous celle d'Orléans, c'était la *relevoison*.

RENTE.—Redevance annuelle imposée à perpétuité sur une terre concédée à un censitaire. Elle était au chiffre d'un ou deux sous par arpent carré (en superficie) mais se payait parfois en nature (grains ou volailles) et souvent en argent et nature à la fois. Ce paiement s'effectuait au manoir du seigneur « à la Saint Martin » (le 11 novembre).

REQUINT.—Cinquième partie du quint que le vendeur d'une seigneurie devait payer, suivant certaines coutumes, en outre du *quint*, sur le prix de vente de sa seigneurie.

RETRAIT.—Droit du seigneur de racheter, pour son compte et par préférence à l'acheteur, un immeuble vendu par son censitaire à un prix jugé trop bas dans le but de payer moins d'impôt de *lods*

et vente. Cette faculté devait s'exercer dans les 40 jours de la dénonciation de telle transaction.

RETRAIT-LIGNAGER.—Droit d'un membre de la famille de racheter, par préférence à un étranger et en lui remboursant son prix et ses loyaux coûts, l'héritage aliéné en dehors de la famille. (Notre droit civil actuel consacre le même principe en matière de partage d'une succession).

ROAGE.—Impôt prélevé par le seigneur sur les produits des terres de ses serfs vendus en dehors du territoire de la seigneurie. Il pouvait en plus exercer les droits de *travers*, de *plassage*, de *hallage*, d'*estallage*, de *fenestrage*, etc., qui absorbaient une bonne partie du prix.

SAISIE FÉODALE.—Confiscation du fief d'un feudataire pour défaut de porter sa foi et hommage au suzerain dans les 40 jours de sa concession, à moins d'en obtenir sursis ou souffrance. (Voir ce mot).

SAISINE.—Fiction de droit par laquelle l'héritier le plus proche est saisi de l'héritage du défunt dès l'instant de sa mort comme continuation de son droit de propriété. Les jurisconsultes ont inventé cette formule pour soustraire les héritages des serfs à la rapacité des seigneurs qui prétendaient exiger de nouveaux droits de concession à l'ouverture d'une succession. La *Coutume de Paris* l'a traduit par l'axiome: « Le mort saisit le vif son hoir le plus proche et habile à lui succéder. » (Article 318).

SEIGNEUR.—(du latin *senior*=vieillard, homme respectable).—Concessionnaire d'un fief qui établissait des censitaires dans le territoire de sa seigneurie à charge de certaines obligations et redevances qui ont varié suivant les époques et les pays.

SERF.—(du latin *servus*=esclave).—Personne attachée à la glèbe et soumise à diverses obligations et redevances envers le seigneur féodal. (*Adjectif*) Dont la personne et les biens dépendent d'un maître.

SOCCAGE.—*Franc et commun.* Tenure d'un fief ou d'une terre concédé à prix fixe, sans redevance annuelle et en toute propriété, suivant le système institué en Angleterre, sous Charles II, en 1672.

SOUFFRANCE.—Sursis accordé pour l'accomplissement d'une obligation (*v. g.* foi et hommage, aveu et dénombrement) lorsqu'on était valablement empêché de s'y conformer au temps voulu.

SUZERAIN.—Supérieur hiérarchique de qui le feudataire tenait son fief et à qui il devait rendre foi et hommage.

TAILLE.—Taxe établie sur les roturiers par le roi Saint Louis en échange de l'abolition du service militaire. Elle était à la fois personnelle et territoriale et fut supprimée par la Révolution.

VASSAL.—Personne liée à son suzerain par l'obligation de foi et hommage.

VIII.—BIBLIOGRAPHIE D'OUVRAGES A CONSULTER

/ABSTRACT (An) / of / those parts of the Custom of the Vis-county and Provostship of Paris, which were received and practised in the Province of Quebec, in the time of the French Government /, Drawn up by / a Select Committee of Canadian Gentlemen well skilled in the Laws of France and of that Province / By the desire of / The Honourable Guy Carleton, Esquire / Governor in chief of the said Province, (London, MDCCLXXII.)

The / Sequel / of the / Abstract of those parts, etc., containing / The Thirteen latter titles of the said Abstract. (London, MDCC-LXXIII.)

ALLARD, PAUL.—Esclaves, serfs et mainmortables. (Bruxelles et Paris, 1894.)

ARCHIVES DE LA PROVINCE DE QUÉBEC, conservées au Musée provincial, comprenant:

1. Registres des concessions de seigneuries.
2. Cahiers d'Intendance.
3. Registres des actes de foi et hommage.
4. Aveux et dénombrements.

ARTICLES DE LA CAPITULATION.—Entre son Excellence le Général Amherst, commandant en chef les troupes et forces de Sa Majesté Britannique en Amérique Septentrionale, et son Excellence le Marquis de Vaudreuil, Grand-Croix de l'Ordre Royal et militaire de St-Louis, Gouverneur et Lieutenant Général pour le Roi en Canada (8 septembre 1760) (Laws of L. Canada, Volume O.)

BOUCHARD, T.-D.—Le rachat des rentes seigneuriales. (Saint-Hyacinthe 1926).

—Les lois de l'électricité et l'abolition des rentes seigneuriales. Conférences faites au congrès d'études de l'Union des Municipalités. (Saint-Hyacinthe 1935).

BOUFFARD, JEAN.—Traité du domaine, (Québec 1921.)

BOUTEILLIER, JEAN.—Somme rurale ou Grand Coustumier général de pratique civil et canon. (Paris 1491.)

BULLETIN DES RECHERCHES HISTORIQUES.—Publié par Pierre-Georges Roy à Lévis, Beauceville et Québec, de 1895 à nos jours, *Passim*.

CADASTRES ABRÉGÉS DES SEIGNEURIES.—Des districts de Québec, Montréal, Trois-Rivières et de la Couronne. 7 volumes (Québec 1863.)

CARON, abbé IVANHOE.—Le régime féodal en Canada (Dans le *Pays Laurentien*, 1916.)

CHAPAI, THOMAS.—Cours d'histoire du Canada, Vol. VI, (Québec, 1933.)

COLLECTION DE DOCUMENTS contenant lettres, mémoires et autres documents historiques relatifs à la Nouvelle France, 4 volumes, (Québec 1883.)

COUILLARD-DESPRÉS, abbé A.—La noblesse de France et du Canada, (Montréal, 1916.)

—Le fief du Sault-au-Matelot (Dans les *Mémoires et Comptes rendus de la Société royale du Canada*, Ottawa 1934.)

COURCHESNE, A.-E.-B.—Manuel des fiefs, seigneuries et arrière-fiefs de la Province de Québec en 8 tableaux et 5 cartes. (*Photostat d'un manuscrit déposé au bureau du cadastre, Québec 1923.*)

Coutume de Paris, Coutume d'Orléans, Coutume d'Anjou, de Normandie, du Poitou et de diverses provinces, villes et communes, de France. C'est le droit établi par l'usage en France; il y prenait force de loi dès qu'il était rédigé par écrit. On en comptait 144 qui différaient souvent entre elles.

DAUTRAY, PAUL (pseudonyme de L.-J. Robillard).—Le régime seigneurial disparaît. (Articles dans *L'Oeil*, Janvier et Mars 1941.)

—Les constitués de la Saint-Martin (Article dans *L'Oeil*, Octobre 1941.)

CUGNET, FRANÇOIS-JOSEPH.—Traité de la loi des Fiefs, (Québec 1775.)

DANIEL, abbé FRANÇOIS.—Nos gloires nationales, ou histoire des principales familles du Canada, 2 volumes, (Montréal 1867.)

DAVID, L.-O.—L'Union des deux Canadas, (Montréal 1898.)

DÉLIBÉRATIONS DU COMITÉ SPECIAL de la législation... au sujet de la tenure seigneuriale (Troisième et dernier rapport, Québec 1851.)

DENISART, JEAN-BAPTISTE.—*Le nouveau Denisart* compilé par Camus, Bayard et Calenge (Paris 1783-1808).

DUMESNIL, CLÉMENT.—De l'abolition des droits féodaux et seigneuriaux au Canada, (Montréal 1849.)

EDITS ET ORDONNANCES—concernant le Canada, publiés en trois volumes comme suit:

1. Edits, ordonnances royaux, déclarations et arrêts du Conseil d'Etat du Roi concernant le Canada, (Québec 1854.)

2. Arrêts et règlement du Conseil Supérieur de Québec et Ordonnances et jugements des Intendants du Canada, (Québec 1855.)

3. Complément des Ordonnances et jugements des gouverneurs et intendants du Canada, précédé des commissions des dits gouverneurs et intendants et des différents officiers civils et de justice, (Québec 1856.)

EXTRAIT DES PROCÉDÉS d'un Comité du Conseil Législatif quant à un changement des présentes tenures dans la Province de Québec en franc et commun socage. (Québec 1790.)

FERRIÈRE, CLAUDE DE.—Traité des fiefs suivant les coutumes et l'usage des provinces de droit écrit, (Paris 1680.)

—Corps et compilation de tous les commentateurs sur la Coutume de Paris. (Paris 1685-1692.)

FEUDISTES.—Commentateurs du droit féodal. Leur nombre est considérable; contentons-nous de citer parmi les principaux: Dumoulin, Pothier, Ferrière, Merlin, Chantereau, Salvaing, Coquille, Hervé, Basnage, Guyot, d'Argentré, Denisart, Pocquet de Livonière, Brodeau, Henrion de Pansey, etc.

FUSTEL DE COULANGES, N.-D.—Histoire des institutions politiques de l'ancienne France. L'Alleu et le domaine rural. (Paris 1889.)

GARNEAU, F.-X.—Histoire du Canada, annotée etc par Hector Garneau, Volume I Pages 201 et suiv., 5e édition, (Paris, 1913.)

GASPÉ, P.-A. DE.—Les anciens canadiens, 2 volumes. (Québec 1877.)

GREFFES DE NOTAIRES.—Actes de foi et hommage, aveux et dénombrements, concessions de terres, commutations, etc., contenues dans les greffes de notaires déposés aux archives judiciaires, principalement dans les districts de Québec, Montréal et Trois-Rivières. (*Pas-sim*).

GUERIN, THOMAS.—Feudal Canada, (Montréal 1913.)

HENEKER, DOROTHY A.—The Seigniorial Regime in Canada. (S.L.N.D. 1926).

HENRION DE PANSEY, P.-P.-N.—Dissertations féodales et Traité des fiefs de Dumoulin analysé et conféré avec les autres feudistes, (Paris 1773.)

JUGES DE LA COUR SEIGNEURIALE.—Leurs observations aux volumes A. et B. des questions seigneuriales (*Lower Canada Reports*, Québec et Montréal 1856.)

LAFONTAINE, SIR L.-H.—Jugement et observations sur les questions seigneuriales (Dans *Lower Canada Reports*, Québec et Montréal 1856.)

LAREAU, EDMOND.—Histoire du droit Canadien, 2 vols. (Montréal, 1888-1889.)

LELIÈVRE ET ANGERS.—Questions seigneuriales, Volumes A. et B., (*Lower Canada Reports*, Québec et Montréal 1856.)

LEMIEUX, RODOLPHE.—Le régime seigneurial au Canada. (Dans les Mémoires et compte-rendus de la Société Royale du Canada, Ottawa 1913.)

MARLER, W. DE M.—The law of real property in Quebec, completed and arranged by George C. Marler, (Montreal 1932.)

MARQUIS, G.-E.—Le régime seigneurial au Canada, (Québec 1931.)

MASSICOTTE, E.-Z.—Montréal sous le régime français. Réper-

toire des arrêts, édits, mandements, ordonnances et règlements. (Montréal 1919.)

—Les premières concessions de terre à Montréal sous M. de Maisonneuve 1648-1665. (Ottawa 1914.)

MONTIGNY, B.-A.-T. DE.—Histoire du droit canadien, (Montréal 1869.)

MUNRO, W.-B.—The Seigniorial System in Canada. A study in French colonial policy, (New-York 1907.)

—Documents relatins to the Seigniorial Tenure in Canada, 1598-1854. (Toronto, The Champlain Society 1908.)

—The Seigniorial System and the colony. (Dans Canada, and its provinces, Toronto 1913.)

PARKMAN, FRANCIS.—The old regime in Canada, 2 volumes, (Boston 1897.)

—Pioneers of France in the New World, 2 volumes, (Boston 1897.)

POCQUET DE LIVONNIÈRE, CLAUDE.—Traité des fiefs, 4e édition, (Paris 1756.)

POTHIER, R.-J.—(Oeuvres posthumes éditées par Guyot) — Traité des fiefs, suivi du Traité des Cens, Relevoisons et Champarts, etc., (Paris MDCCLXXVII.)

QUATRE VINGT DOUZE RÉOLUTIONS, LES.—Adoptées par la Chambre d'Assemblée du Bas-Canada le 21 février 1834; en particulier les résolutions 56, 57, 58, 59 et 60 (Imprimées à 400 exemplaires en langue française et 400 en langue anglaise pour l'usage des membres de cette Chambre).

RAMEAU DE SAINT-PÈRE.—Une colonie féodale en Amérique. 2 volumes. (Paris et Montréal 1889.)

REPORT AND DESPATCHES OF THE EARL OF DURHAM, Her Majesty's High Commissioner and Governor General of British North America. (London MDCCCXXXIX.)

ROY, PIERRE-GEORGES.—Inventaire des concessions en fief et

seigneurie, fois et hommages, et aveux et dénombremments. 6 volumes, (Beauceville 1927-1929.)

STATUTS DU CANADA, adoptés par le Parlement des Canadas-Unis (Haut et Bas-Canada) ou province du Canada et sanctionnés tel que dit ci-après:

—1. Acte pour faciliter la commutation volontaire de la tenure des terres en roture situées dans les fiefs et seigneuries du Bas-Canada, en celle de franc alleu roturier (8 Victoria chapitre 42) Montréal 1845.

—2. Acte pour faciliter la commutation de la tenure des terres en roture dans le domaine de la Reine, en celle de franc et commun soccage et pour éviter les délais et les dépenses inutiles résultant ci-devant de ces commutations (10-11 Victoria chapitre 111) Montréal, 1847.

—3. Acte pour l'abolition des droits et devoirs féodaux dans le Bas-Canada (18 Victoria chapitre 3), Québec 1854.

STATUTS IMPÉRIAUX, adoptés par le Parlement du Royaume Uni de Grande Bretagne et d'Irlande, à Westminster, Londres, en Angleterre, et sanctionnés tel que dit ci-après:

—1. An Act for making more effectual provision for the Government of the Province of Quebec in North America (14 George III, chapitre 83), Londres 1774.

—2. (Traduction) Acte pour régler le commerce des provinces du Bas et du Haut Canada et pour d'autres fins relatives aux dites provinces (3 George IV, chapitre 119), Londres 1822.

—3. (Traduction) Acte pour pourvoir à l'extinction des droits et charges seigneuriaux sur les terres tenues à titre de fief et à titre de cens dans la province du Bas-Canada, à la conversion graduelle de ces tenures en la tenure de *Free Common Soccage*, et à d'autres objets relatifs à la dite province. (6 George IV, chapitre 59), Londres 1825.

STATUTS DE QUÉBEC.—Loi abolissant les rentes seigneuriales (25-26 George V, chapitre 82), Québec 1935.

—Loi pourvoyant à des mesures efficaces concernant l'abolition des rentes seigneuriales (2 George VI, chapitre 86), Québec 1938.

—Loi modifiant la loi abolissant les rentes seigneuriales (4 Georges VI, chapitre 25), Québec 1940.

—Loi modifiant la loi abolissant les rentes seigneuriales (5 Georges VI, chapitre 61), Québec 1941.

SULTE, BENJAMIN.—Histoire des Canadiens français (Volume 7 pages 90 et 106 et volumes 8 page 137), Montréal 1882-1884.

—L'ancienne noblesse du Canada (Dans la *Revue Canadienne* de 1885.)

TACHÉ, J.-C.—De la tenure seigneuriale en Canada et projet de commutation, Québec 1854.

TENURE SEIGNEURIALE—recueil de documents relatifs à cette question, publiés en vue d'éclairer les législateurs appelés à se prononcer sur cette législation comme suit:

—1. Edits, ordonnances, déclarations et arrêts relatifs à la tenure seigneuriale, (Québec 1852.)

—2. Pièces et documents relatifs à la tenure seigneuriale, (Québec 1852.)

TURCOTTE, L.-P.—Le Canada sous l'Union, (Québec 1882.)

VILLARGUES, ROLLAND DE.—Dictionnaire du droit civil—9 volumes. (Bruxelles, S.D.) *Passim*.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
PREFACE	7
I—LA FEODALITE A VECU	9
II—LA FEODALITE FRANÇAISE	10
(A) <i>Devoirs et obligations des feudataires</i>	14
(B) <i>Droits et prérogatives des feudataires</i>	15
(C) <i>Charges imposées aux serfs</i>	16
<i>A la conquête de la liberté</i>	20
III—LE REGIME SEIGNEURIAL CANADIEN	23
<i>Premières concessions</i>	26
<i>L'ère des compagnies</i>	28
<i>Le régiment Carignan-Salières</i>	31
<i>Misère dorée, trafic et aventures</i>	34
<i>Répression des abus</i>	36
<i>Inventaire des richesses domaniales</i>	38
<i>Relations entre seigneurs et censitaires</i>	40
(A) <i>Devoirs du seigneur canadien</i>	40
(B) <i>Droits du seigneur canadien</i>	43
(C) <i>Droits et obligations des censitaires canadiens</i>	45
<i>Seigneurie et noblesse</i>	49
<i>Sous le régime anglais</i>	53
IV—L'ABOLITION DE LA TENURE SEIGNEURIALE	59
<i>Rachat des rentes "dites" seigneuriales</i>	65
<i>Fin du régime</i>	70
V—NOTES ET RENSEIGNEMENTS	71
VI—APPENDICES	75
(A) <i>Exemple d'un octroi de seigneurie</i>	75
(B) <i>Exemple d'un brevêt royal de confirmation</i>	77
(C) <i>Formule d'un acte de foi et hommage</i>	78
(D) <i>Procès verbal de la prestation d'une foi et hommage en l'absence du suzerain</i>	79

	Pages
(E) <i>Acte d'aveu et dénombrement</i>	80
(F) <i>Formule d'un bail ou concession de terre en censive</i>	83
VII— <i>GLOSSAIRE DES TERMES FEODaux</i>	86
VIII— <i>BIBLIOGRAPHIE D'OUVRAGES A CONSULTER</i>	95
<i>TABLE DES MATIERES</i>	103

